

BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU SENEGAL
MINISTRE DES FINANCES
ET DU BUDGET

**Comité de la Balance des
Paiements**

**BALANCE DES PAIEMENTS
ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE
AU TITRE DE L'ANNEE 2022**

NOVEMBRE 2023



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

REPUBLIQUE DU SENEGAL
Ministère des Finances et du Budget
Comité de la Balance des Paiements

**BALANCE DES PAIEMENTS
ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE
AU TITRE DE L'ANNEE 2022**

SENEGAL

AVANT-PROPOS

Le présent document retrace les statistiques de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Sénégal pour l'année 2022. La balance des paiements est un état statistique où sont résumées, sous une forme comptable et pour une période donnée, toutes les opérations d'une économie avec le reste du monde et plus précisément, toutes les transactions entre les résidents et les non-résidents d'une économie.

Les résidents d'un pays se définissent comme des entités institutionnelles ayant leur centre d'intérêt prédominant sur le territoire économique de ce pays, c'est-à-dire y possédant soit un domicile, soit un lieu de production ou des locaux à autre usage, où ils exercent leurs activités économiques. Ils se distinguent en administrations publiques centrales et locales, particuliers vivant dans le pays ou y séjournant depuis plus d'un an, entreprises installées dans le pays y compris les filiales et succursales d'entreprises étrangères. Les non-résidents ont en revanche leur pôle d'intérêt économique à l'étranger. Par convention, les représentations et personnels diplomatiques, les étudiants hors de leur pays, ainsi que les bases et troupes militaires en stationnement à l'étranger sont considérés comme résidents de leur pays d'origine et non de leur pays d'accueil.

La référence à une période donnée indique que la balance des paiements enregistre des flux et non des stocks. Les données sur les stocks sont recensées dans la position extérieure globale (PEG). Les flux ou transactions sont des échanges qui portent sur des biens, des services et des revenus (ressources réelles). Ils peuvent faire naître des créances ou des engagements financiers par rapport au reste du monde (opérations financières) ou être sans contrepartie (transferts courants et en capital).

Dans le présent document, la monnaie de référence est le franc CFA, sauf indication contraire.

SOMMAIRE	Page
Sommaire.....	i
Liste des Sigles et Acronymes.....	ii
Liste des tableaux.....	iii
Liste des encadrés.....	iv
Liste des graphiques	v
Evolution récente de la Balance des Paiements	vi
Balance des Paiements (Optique BCEAO).....	vii
Balance des Paiements (Résumée).....	viii
Position Extérieure Globale Nette.....	ix
Résumé.....	x
INTRODUCTION	1
I - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	3
I.1 – Balance commerciale.....	6
1-1-1 – Exportations de biens.....	9
1-1-2 – Importations de biens	14
I.2 - Balance des services.....	19
1-2-1 – Transports.....	19
1-2-2 – Voyages.....	19
1-2-3 – Autres services.....	20
I.3 - Compte de revenu primaire.....	20
I.4 - Compte de revenu secondaire.....	21
II - COMPTE DE CAPITAL.....	23
III - COMPTE FINANCIER.....	24
IV - CAPITAUX MONETAIRES.....	26
IV.1 - Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	26
IV.2 - Avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	26
V - POSITION EXTERIEURE GLOBALE.....	27
CONCLUSION	28
ANNEXES.....	29

LISTE DES SIGLES ET ACRONYMES

- AEN** : Actifs Extérieurs Nets
- ANSD** : Agence Nationale de la Statistique et de la Démographie
- BCEAO** : Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- BCE** : Banque Centrale Européenne
- BEAC** : Banque des Etats de l'Afrique Centrale
- CAF** : Coût, assurance et fret
- CEDEAO** : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- DGPPE** : Direction Générale de la Planification et des Politiques Economiques
- DTS** : Droits de Tirages Spéciaux
- FCFA** : Franc de la Communauté Financière Africaine
- FED** : Réserve Fédérale des Etats-Unis
- FMI** : Fonds Monétaire International
- FOB** : Free on bord (valeur d'une marchandise, frais de transport et d'assurance non compris)
- IDE** : Investissements Directs Etrangers
- IHPC** : Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
- PED** : Pays Emergents et en Développement
- PEG** : Position Extérieure Globale
- PEGN** : Position Extérieure Globale Nette
- PIB** : Produit Intérieur Brut
- UEMOA** : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1.	Croissance de l'économie mondiale.....	1
Tableau 2.	Evolution du compte des transactions courantes.....	3
Tableau 3.	Compte de biens.....	7
Tableau 4.	Orientation géographique des exportations de marchandises générales.....	9
Tableau 5.	Exportations de marchandises générales par principaux produits.....	10
Tableau 6.	Exportations de marchandises générales ajustées.....	13
Tableau 7.	Orientation géographique des importations de marchandises générales.....	15
Tableau 8.	Evolution des importations de marchandises générales.....	15
Tableau 9.	Evolution des importations de marchandises générales ajustées.....	17
Tableau 10.	Evolution des principaux soldes de la balance des services.....	19
Tableau 11.	Evolution du solde des services de transports.....	19
Tableau 12.	Evolution du poste voyage.....	20
Tableau 13.	Evolution du solde des autres services.....	20
Tableau 14.	Evolution des soldes du compte de revenu primaire.....	20
Tableau 15.	Evolution des revenus secondaires.....	21
Tableau 16.	Evolution du compte de capital.....	23
Tableau 17.	Evolution du compte financier.....	24
Tableau 18.	Evolution du stock des avoirs et engagements des autres institutions de dépôts.....	26
Tableau 19.	Evolution du stock des avoirs et engagements de la Banque Centrale.....	26

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Environnement économique international en 2022.....	2
Encadré 2 : Cadre d'analyse du déficit du compte courant.....	5
Encadré 3 : Tensions sur les marchés des matières premières.....	8
Encadré 4 : Ajustement des données du Commerce extérieur.....	17
Encadré 5 : Présentation monétaire de la balance des paiements.....	25

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1.	Evolution du compte courant.....	3
Graphique 2.	Evolution de la balance commerciale.....	6
Graphique 3.	Exportations de produits arachidières.....	11
Graphique 4.	Exportations de produits horticoles et halieutiques.....	11
Graphique 5.	Exportations de zircon et de titane et d'or non monétaire.....	12
Graphique 6.	Exportations de produits pétroliers et chimiques.....	12
Graphique 7.	Importations de produits pétroliers.....	16
Graphique 8.	Importations de produits alimentaires.....	16
Graphique 9.	Importations de biens d'équipement.....	17
Graphique 10.	Evolution et répartition des transferts.....	22
Graphique 11.	Evolution de la PEGN.....	27

Evolutions récentes de la balance des paiements (en milliards de FCFA)

	Poste	2017	2018	2019	2020	2021	2022
1	Compte des transactions courantes	-887,2	-1 230,4	-1 112,0	-1 532,4	-1 845,1	-3 457,1
1.A	Biens et services	-1 688,4	-2 040,2	-1 953,5	-2 626,9	-3 048,8	-4 540,8
1.A.a	Biens	-1 569,0	-1 886,4	-1 687,6	-1 609,7	-1 662,5	-3 010,1
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	-1 816,9	-2 239,0	-2 110,7	-2 085,8	-2 270,2	-3 663,9
1.A.a.1.1	<i>Dont réexportations</i>	5,2	5,5	18,1	23,7	28,2	40,1
1.A.a.2	Exportations dans le cadre du négoce international	2,0	2,6	3,4	3,2	3,5	3,9
1.A.a.3	Or non monétaire	245,9	350,0	419,7	472,9	604,2	649,9
1.A.b	Services	-119,4	-153,7	-265,9	-1 017,2	-1 386,4	-1 530,6
1.A.b.3	Transport	-390,4	-429,8	-453,1	-393,6	-610,3	-744,0
1.A.b.3.0	<i>dont Fret</i>	-345,7	-387,9	-417,1	-403,4	-590,2	-712,6
1.A.b.4	Voyages	154,2	181,0	200,3	41,8	120,9	231,4
1.A.b.4.0	<i>Autres services</i>	116,8	95,0	-13,2	-665,4	-897,0	-1 017,8
1.B	Revenu primaire	-341,0	-333,8	-383,8	-340,9	-367,6	-558,3
1.B.1	Rémunération des salariés	59,2	60,0	69,1	73,9	75,5	94,8
1.B.2	Revenus des investissements	-405,2	-401,3	-460,9	-422,7	-452,3	-663,2
1.C	Revenu secondaire	1 142,2	1 143,5	1 225,3	1 435,4	1 571,4	1 642,0
1.C.1	Administrations Publiques	45,3	34,7	-11,8	168,0	-11,5	-26,4
1.C.2	Autres secteurs	1 096,9	1 108,8	1 237,1	1 267,5	1 582,9	1 668,4
1.C.2.1.1	<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	950,9	959,6	1 086,8	1 123,2	1 420,5	1 553,1
2	Compte capital	223,6	244,7	216,6	138,9	122,3	123,1
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	-2,1	-3,0	-3,1	-3,1	-4,0	-4,1
2.2	Transferts en capital	225,8	247,8	219,7	142,0	126,3	127,2
2.2.1	Administration Publique	217,0	237,0	207,9	129,8	113,5	122,4
2.2.2	Autres secteurs	8,8	10,8	11,8	12,2	12,8	4,8
3	Compte financier	-775,9	-1 508,1	-1 036,9	-1 295,6	-1 860,9	-3 272,0
3.1	Investissements directs	-293,7	-441,6	-582,6	-1 005,2	-1 406,5	-1 783,1
3.2	Investissements de portefeuille	-524,7	-858,9	-60,8	-298,8	-562,2	-528,3
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres Investissements	42,6	-207,6	-393,5	8,4	107,9	-960,6
4	Erreurs et omissions	4,3	4,8	5,1	6,4	6,4	7,4
5	Solde global	116,6	524,5	145,9	-91,5	144,5	-54,6
	Ecart d'évaluation	8,9	2,7	0,6	-0,8	2,3	7,6
6	Avoirs et engagements	-125,6	-527,2	-146,5	92,3	-142,2	62,2
6.1	Banque centrale	-51,0	-382,1	-297,7	-209,4	-178,6	247,3
6.2	Autres institutions de dépôts	-74,6	-145,1	151,1	301,7	36,4	-185,1

Source : BCEAO

Balance des paiements (Optique BCEAO)(en milliards de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	6 918,6	10 375,8	-3 457,1
1.A	Biens et services	4 627,0	9 167,7	-4 540,8
1.A.a	Biens	3 731,3	6 741,4	-3 010,1
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	3 077,5	6 741,4	-2 270,2
1.A.a.1.1	Dont réexportations	40,1	0,0	40,1
1.A.a.2	Exportations dans le cadre du négoce international	3,9	0,0	3,9
1.A.a.3	Or non monétaire	649,9	0,0	649,9
1.A.b	Services	895,7	2 426,3	-1 530,6
1.A.b.3	Transport	120,4	864,4	-744,0
1.A.b.3.0	<i>dont Fret</i>	51,5	764,2	-712,6
1.A.b.4	Voyages	335,2	103,9	231,4
1.A.b.4.0	Autres services	440,1	1 458,1	-1 017,9
1.B	Revenu primaire	338,3	896,6	-558,3
1.B.1	Rémunération des salariés	114,7	19,9	94,8
1.B.2	Revenus des investissements	213,2	876,4	-663,2
1.C	Revenu secondaire	1 953,3	311,4	1 642,0
1.C.1	Administrations Publiques	44,3	70,7	-26,4
1.C.2	Autres secteurs	1 909,0	240,6	1 668,4
1.C.2.1.1	<i>Envois de fonds des travailleurs</i>	<i>1 700,8</i>	<i>147,7</i>	<i>1 553,1</i>
2	Compte capital	133,5	10,4	123,1
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	0,0	-4,1	-4,1
2.2	Transferts en capital	133,5	127,2	127,2
2.2.1	Administration Publique	122,4	0,0	113,5
2.2.2	Autres secteurs	11,1	6,3	4,8
	Poste	Acquisitions nettes d'actifs	Accroissements nets de passifs	Solde
3	Compte financier	213,2	3 485,2	-3 272,0
3.1	Investissements directs	43,7	1 826,8	-1 783,1
3.2	Investissements de portefeuille	17,1	545,5	-528,3
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres Investissements	152,3	1 112,9	-960,6
4	Erreurs et omissions	-6 524,9	-6 532,3	7,4
5	Solde global	314,0	368,6	-54,6
6	Réévaluation	1,8	-5,8	7,6
7	Avoirs et engagements	-312,2	-374,4	62,2
7.1	Banque centrale	50,2	-197,1	247,3
7.2	Autres institutions de dépôts	-362,5	-177,3	-185,1

Source : BCEAO

Balance des paiements (Résumé)(en milliards de FCFA)

	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	6 918,6	10 375,8	-3 457,1
1.A	Biens et services	4 627,0	9 167,7	-4 540,8
1.A.a	Biens	3 731,3	6 741,4	-3 010,1
1.A.a.1	Marchandises générales, base balance des paiements	3 077,5	6 741,4	-2 270,2
1.A.a.1.1	Dont réexportations	40,1	0,0	40,1
1.A.a.2	Exportations dans le cadre du négoce international	3,9	0,0	3,9
1.A.a.3	Or non monétaire	649,9	0,0	649,9
1.A.b	Services	895,7	2 426,3	-1 530,6
1.A.b.3	Transport	120,4	864,4	-744,0
1.A.b.3.0	Dont fret	51,5	764,2	-712,6
1.A.b.4	Voyages	335,2	103,9	231,4
1.A.b.4.0	Autres services	440,1	1 458,1	-1 017,9
1.B	Revenu primaire	338,3	896,6	-558,3
1.B.1	Rémunération des salariés	114,7	19,9	94,8
1.B.2	Revenus des investissements	213,2	876,4	-663,2
1.C	Revenu secondaire	1 953,3	311,4	1 642,0
1.C.1	Administrations Publiques	44,3	70,7	-26,4
1.C.2	Autres secteurs	1 909,0	240,6	1 668,4
1.C.2.1.1	Envois de fonds des travailleurs	1 700,8	147,7	1 553,1
2	Compte capital	133,5	10,4	123,1
2.1	Acquisition/cession d'actifs non financiers non produits	0,0	-4,1	-4,1
2.2	Transferts en capital	133,5	127,2	127,2
2.2.1	Administration Publique	122,4	0,0	113,5
2.2.2	Autres secteurs	11,1	6,3	4,8
	Poste	Acquisitions nettes d'actifs	Accroissements nets de passifs	Solde
3	Compte financier	527,2	3 462,2	-3 326,6
3.1	Investissements directs	43,7	1 435,2	-1 783,1
3.2	Investissements de portefeuille	269,2	545,5	-276,3
3.3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0
3.4	Autres Investissements	262,8	1 481,5	-1 218,8
3.5	Avoirs de réserve	-48,4	0,0	-48,4
4	Erreurs et omissions	-6 524,9	-6 532,3	7,4

Source : BCEAO

Position extérieure globale nette (en millions de FCFA)

	Poste	Année 2021	Autres flux	Flux nets	Année 2022
A	Stock d'actifs financiers	7 616 437,1	-1 797,3	516 094,6	8 130 734,3
1	Investissements directs	527 508,9	0,0	41 684,1	569 193,0
2	Investissements de portefeuille	1 430 002,7	0,0	269 074,8	1 699 077,5
3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
4	Autres Investissements	3 199 643,7	0,0	253 766,7	3 453 410,4
4.1	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	390 557,9	0,0	175 027,7	565 585,6
4.3	Prêts	711 954,8	0,0	156 673,7	868 628,5
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0	0,0
4.5	Crédits commerciaux	1 762 886,1	0,0	7 258,1	1 770 144,2
4.6	Autres compte à payer/ à recevoir	334 244,9	0,0	-85 192,8	249 052,1
5	Avoirs de réserve	2 459 281,8	-1 797,3	-48 431,0	2 409 053,4
5.1	Or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0
5.2	Droits de tirages spéciaux	613 341,1	2 934,1	-378 017,5	238 257,7
5.3	Position de réserve au FMI	53 339,9	-4 731,4	-25 029,9	23 578,6
5.4	Autres avoirs de réserve	1 792 600,8	0,0	354 616,3	2 147 217,1
B	Stock de passifs financiers	18 177 749,3	5 797,6	3 836 443,2	22 019 990,0
1	Investissements directs	5 624 688,6	0,0	1 801 052,7	7 425 741,3
2	Investissements de portefeuille	3 985 019,1	0,0	545 675,9	4 530 695,0
3	Dérivés financiers	0,0	0,0	0,0	0,0
4	Autres Investissements	8 568 041,6	5 797,6	1 489 714,5	10 063 553,7
4.1	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	538 679,0	0,0	219 331,5	758 010,5
4.3	Prêts	7 087 633,0	1 091,8	1 018 753,7	8 107 478,5
4.4	Régime d'assurance, de pension et de garantie	0,0	0,0	0,0	0,0
4.5	Crédits commerciaux	126 410,7	0,0	218 336,2	344 746,9
4.6	Autres comptes à payer /à recevoir	437 897,0	0,0	33 293,1	471 190,1
4.7	Droits de tirages spéciaux	377 421,9	4 705,8	0,0	382 127,7
C	Position extérieure globale nette (A)-(B)	-10 561 312,2	-7 594,9	-3 320 348,6	-13 889 255,7

Source : BCEAO

Résumé analytique

1. L'année 2022 a été marquée par un **ralentissement de l'activité économique mondiale** avec un taux de croissance de 3,4% contre 6,3% un an plus tôt, en dégradation de 2,9 points comparativement à l'année précédente. Cette évolution est imputable aux chocs qui ont pesé sur l'économie mondiale, notamment le conflit russo-ukrainien, l'inflation persistante qui a érodé le pouvoir d'achat des ménages et les confinements en Chine.
2. La croissance a faibli dans la Zone Euro, pour s'établir à +3,5% en 2022 contre 5,4% en 2021. L'Espagne (+5,5%) et le Portugal (+6,7%) ont pu bénéficier de la reprise du tourisme, alors que l'Allemagne (+1,8%) a été pénalisée par la contribution moindre de son solde extérieur. Aux Etats-Unis, après le rebond post Covid initial de 2021, l'économie a crû de 2,1% en 2022.
3. Au niveau des **pays émergents et en développement**, la Chine a été pénalisée par la reprise du confinement de régions entières, avec une croissance de +3,0% en 2022, soit sa pire performance depuis 1976, à l'exception de l'année 2020 (+2,2%) marquée par l'apparition de la pandémie. Parmi les autres grands pays émergents, la Russie a vu son économie se contracter en 2022 (-2,1%), le Brésil est parvenu à tirer son épingle du jeu (+2,9%), l'Inde a continué d'enregistrer une croissance très soutenue (+6,8%) alors que l'Arabie Saoudite (+8,7%) a profité de la hausse des cours de pétrole brut.
4. En **Afrique Subsaharienne**, le dynamisme économique s'est progressivement tari en 2022. Les économies de l'Afrique du Sud (+2,0% contre +4,9%) ou du Kenya (+5,4% contre +7,5%) ont nettement ralenti, alors que celles du Nigéria (+3,3% contre +3,6%) et de l'Éthiopie (+6,4% contre +6,3%) ont mieux résisté.
5. La zone **UEMOA** a également fait preuve de résilience en affichant une croissance quasiment stable (5,7% contre 5,9%), portée par le raffermissement de la demande intérieure et la montée en puissance de projets d'envergure dans les secteurs du pétrole et du gaz.
6. Au **niveau national**, la croissance du PIB réel est estimée à +4,2% en 2022 contre +6,5% un an plus tôt, soit une baisse de 2,3 points de pourcentage. Ce ralentissement est le reflet de l'évolution de l'activité économique dans les secteurs secondaire (+1,1%) et primaire (-1,4%), légèrement contrebalancée par le dynamisme de l'activité tertiaire (+6,7%).
7. Les **comptes extérieurs** ont ainsi été marqués par une augmentation du déficit du compte des transactions courantes (20,0% du PIB contre 12,0% en 2021), en raison principalement de la dégradation de la balance commerciale de 6,5 point de pourcentage du PIB.
8. Le **compte de biens** a enregistré un déficit historique de 3.010,1 Mds contre 1.662,5 Mds un an plus tôt, soit une progression de 81,1%. Le niveau du déficit commercial se situe à plus du double de la moyenne enregistrée au cours des quinze (15) dernières années (1.398,0 Mds).
9. L'**orientation géographique** montre que la balance commerciale du Sénégal vis-à-vis du continent européen, son premier fournisseur, s'est dégradée, après l'amélioration observée en 2021 (+90,5 Mds), pour se situer à -2.236,1 Mds en 2022. De même, les déficits commerciaux vis-à-vis des partenaires asiatique (1.297,7 Mds contre 681,7 Mds) et américain (369,5 Mds contre 206,3 Mds) se sont accrus, au moment où, l'excédent vis-à-vis du continent africain, son premier client, (673,8 Mds contre 812,1 Mds) s'est affaibli.

10. La **balance des services** s'est accru de 10,4% pour s'établir à 1.530,6 Mds contre 1.386,4 Mds en 2021. Cette évolution est attribuable à la dégradation des postes "autres services", en relation avec l'accroissement des importations de services nécessaires au développement des projets pétroliers et gaziers, et à l'alourdissement du fret, en liaison avec la progression des importations de marchandises.
11. Le **compte de revenu primaire** s'est dégradé de 190,8 Mds pour se situer à -558,3 Mds en 2022, sous l'effet notamment de l'augmentation du déficit des revenus des investissements, en relation avec les intérêts dus au titre des capitaux investis dans le développement des projets pétroliers et gaziers, et l'augmentation des dividendes distribués. Le compte de revenu primaire s'est également ressenti de la hausse des intérêts dus au titre de la dette extérieure publique.
12. L'excédent du **compte de revenu secondaire** est ressorti à 1.642,0 Mds contre 1.571,4 Mds en 2021, du fait de la consolidation des envois de fonds des migrants (+132,6 Mds). Les transferts courants au profit de l'Etat (aides budgétaires) se sont redressés au cours de la période sous-revue, après la baisse enregistrée en 2021 qui a suivi la progression exceptionnelle intervenue en 2020.
13. Le solde du **compte de capital** est ressorti à 123,1 Mds contre 122,3 Mds en 2021, en légère amélioration de 0,8 Md, en lien avec l'accroissement des transferts en capital au profit des administrations publiques.
14. Le **besoin de financement** est passé de 1.722,8 Mds en 2021 à 3.334,0 Mds, sous l'effet de l'accroissement du déficit courant (+1.612,0 Mds), en particulier celui du compte de biens (+1.347,6 Mds).
15. Le flux d'**Investissements Directs Etrangers (IDE)** s'est consolidé par rapport à l'année précédente, en relation avec l'augmentation des IDE sous forme d'instruments de dette (1.550,4 Mds contre 1.199,3 Mds) observée notamment dans le cadre du financement des projets d'hydrocarbures.
16. Le profil des **investissements de portefeuille** traduit la légère baisse des mobilisations en 2022, en relation avec l'évolution des emprunts obligataires de l'Etat sur le marché financier sous-régional (273,8 contre 565,9 Mds). Il convient néanmoins de souligner que des entreprises privées ont levé sur le marché obligataire sous-régional, un montant de 261,5 Mds pour le financement de projets de développement.
17. Le **solde global** de la balance des paiements est ressorti déficitaire de 62,2 Mds contre 144,5 Mds un an plus tôt, résultant de la dégradation de la position extérieure nette de la BCEAO (-254,9 Mds). Les actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts se sont, pour leur part, inscrits en hausse (+185,1 Mds) au cours de la période sous-revue.
18. La **PEGN** est ressortie débitrice à 13.890,1 Mds contre 10.555,6 Mds un an plus tôt, soit une progression de 3.334,5 Mds, reflétant le financement du solde des opérations non financières. Cette variation traduit une augmentation plus importante des engagements (+3.846,9 Mds) que des avoirs (+512,5 Mds).

INTRODUCTION

La croissance de l'**économie mondiale** a nettement ralenti en 2022 avec une progression du PIB réel de 3,4% contre +6,3% l'année précédente. Cette décélération est la résultante de deux effets, d'une part, les chocs qui ont pesé sur l'économie mondiale, notamment le conflit russo-ukrainien, une inflation persistante qui a érodé le pouvoir d'achat et les confinements en Chine, et d'autre part, des acquis de croissance élevés à fin 2021 en rapport avec le rattrapage post pandémie. Hormis la croissance embarquée en 2021, les gains d'activités en 2022 sont demeurés limités.

Tableau 1 : Croissance de l'économie mondiale

Pays	2021	2022
Monde	6,3%	3,4%
Etats-Unis d'Amérique	5,9%	2,1%
Zone Euro	5,4%	3,5%
Japon	2,1%	1,1%
Chine	8,5%	3,0%
Pays en Développement	6,9%	4,0%
Afrique Subsaharienne	4,8%	3,9%
CEMAC	1,7%	2,9%
UEMOA	5,9%	5,7%
Sénégal	6,5%	4,2%

Source : FMI, Autorités Nationales

Le rattrapage observé en **Afrique Subsaharienne** s'est progressivement tari en 2022. Si en Afrique du Sud (+2,0% contre +4,9%) ou au Kenya (+5,4% contre +7,5%) l'activité a été moins dynamique, le Nigéria (+3,3% contre +3,6%) et l'Éthiopie (+6,4% contre +6,3%) ont mieux résisté. La zone **UEMOA** a également fait preuve de résilience en affichant une croissance quasiment stable (5,7% contre 5,9%) portée par le raffermissement de la demande intérieure et la montée en puissance de projets d'envergure dans les secteurs du pétrole et du gaz.

Au **Sénégal**, l'activité économique s'est ressentie de l'impact des diverses crises géopolitiques, notamment le conflit russo-ukrainien et l'embargo sur le Mali, du renchérissement des produits alimentaires et énergétiques ainsi que du resserrement des conditions financières internationales, à la suite de la normalisation des principales politiques monétaires.

La croissance du PIB réel est ainsi estimée à +4,2% en 2022 contre +6,5% un an plus tôt, soit une baisse de 2,3 points de pourcentage. Ce ralentissement est le reflet de l'évolution de l'activité économique dans les secteurs secondaire (+1,1%) et primaire (-1,4%), légèrement contrebalancée par le dynamisme de l'activité tertiaire (+6,7%).

Dans ce contexte, les comptes extérieurs du Sénégal ont été marqués par une détérioration du déficit du compte des transactions courantes (20,0% du PIB contre 12,0% en 2021), en raison de la dégradation de la balance commerciale de 6,5 point de pourcentage du PIB, imputable notamment à l'impact des chocs exogènes sur l'économie sénégalaise (cf Encadré 3) et à la dépréciation de l'euro vis-à-vis du dollar américain estimée à 10,9%. Les capitaux non monétaires mobilisés (3.264,4 Mds contre 1.860,9 Mds) ont permis de couvrir la quasi-totalité du besoin de financement, le solde global de la balance des paiements ayant enregistré un déficit de 62,2 milliards en 2022 contre un excédent de 144,5 milliards un an plus tôt.

Encadré 1 : Environnement économique international en 2022

Selon le Fonds Monétaire International (FMI), le **Produit Mondial Brut** s'est inscrit en hausse de 3,4% en 2022 contre 6,5% l'année précédente, sous l'effet d'une décélération de l'activité économique dans la plupart des régions. Après la pandémie de la Covid-19, l'économie mondiale a été impactée par la guerre opposant l'Ukraine à la Russie qui a entraîné de nouvelles perturbations sur les chaînes d'approvisionnement et un renchérissement des produits alimentaires et énergétiques.

La croissance de la Zone Euro (3,5% en 2022 contre 5,4% en 2021) a ainsi subi les méfaits de la hausse des prix de l'énergie et du ralentissement de la croissance chinoise, tout en tirant profit de la bonne tenue de la consommation des ménages en début d'année (levée des restrictions sanitaires, épargne disponible, etc.). Cette dynamique a occasionné des distorsions importantes d'un pays à l'autre. Ainsi, l'Espagne (+5,5%) ou le Portugal (+6,7%) ont bénéficié de la reprise du tourisme, alors que l'Allemagne (+1,8%) a été pénalisée par la contribution moindre de son solde extérieur. Aux États-Unis, après le rebond post Covid initial de 2021, l'économie a crû de 2,1% en 2022 ; le passage à vide, noté au premier semestre 2022 consécutif à l'arrivée à échéance des différents plans de relance et à l'envolée du déficit commercial, a finalement été surmonté sur la seconde partie de l'année, du fait de la vigueur de la consommation de services.

Pénalisée par la reprise de la politique zéro Covid et le confinement de régions entières, la croissance chinoise est ressortie à +3,0% en 2022, soit la pire performance depuis 1976, à l'exception de l'année 2020 (+2,2%) marquée par l'apparition de la pandémie. Si l'emploi, l'immobilier et la consommation des ménages ont été sous pression, le solde extérieur a en revanche affiché un excédent record, suite à la léthargie des importations. Parmi les autres grands pays émergents, la Russie a vu son économie se contracter en 2022 (-2,1%), sous l'effet de la guerre contre l'Ukraine et des sanctions internationales. Le Brésil est parvenu à maintenir la croissance en territoire positif (+2,9%) grâce au dynamisme des services qui a compensé les effets de la sécheresse dans le secteur primaire. L'Inde a continué d'enregistrer une croissance très soutenue (+6,8%) alors que l'Arabie Saoudite (+8,7%) a tiré parti de la hausse des cours du brut.

Du côté de l'**inflation**, l'indice des prix à la consommation a progressé de 8,7% en 2022 après +4,7% en 2021. Si la hausse de l'inflation en 2021 avait généralement été attribuée à des facteurs transitoires, comme le confinement de l'activité ou la perturbation des chaînes d'approvisionnement, son accélération et sa globalisation en 2022 sont venues poser de nouveaux défis aux banquiers centraux. Ainsi, au plan géographique, à l'exception de la Chine (+1,9%), cette forte hausse des prix s'est manifestée dans l'ensemble des régions (États-Unis : +8,0%, Zone Euro : +8,4% et Afrique subsaharienne : +14,5%). Avec +7,4% en 2022 contre +3,6% en 2021, les prix au sein de la zone UEMOA ont certes accéléré mais ont été mieux maîtrisés que dans les autres régions d'Afrique subsaharienne.

En retour, cette inflation élevée et persistante a entraîné une normalisation généralisée des **politiques monétaires**. Ainsi, la Réserve Fédérale américaine (FED) a acté en mars 2022 sa première hausse des taux depuis 2018. Ce premier pas, suivi de plusieurs autres, a propulsé son taux directeur d'une fourchette de [0 - 0,25%] en début d'année à [4,25 - 4,50%] à fin 2022. A de rares exceptions près (Japon, Chine ou Turquie), ce resserrement de la FED a été imité par la plupart des autres banques centrales, et en particulier celles des pays émergents à l'instar du Mexique (+475 pb), du Brésil (+450 pb), de l'Indonésie (+225 pb) ou de la Corée du Sud (+200 pb). En Afrique subsaharienne, les Banques Centrales d'Afrique du Sud, du Nigéria et du Ghana ont fortement relevé leurs taux directeurs, les augmentant respectivement de +325 pdb, +500 pdb et 1250 pb pour les porter à 7,0%, 16,5% et 27,0%. Confrontée à une inflation plus limitée, la BEAC a relevé son taux directeur à 4,5%, en hausse de 100 pb. De son côté, la BCEAO a procédé à une normalisation graduelle de sa politique monétaire dès le second semestre de l'année 2022 selon un pas de 25 pdb. Le taux d'intérêt minimum de soumission aux appels d'offres d'injection de liquidité est passé de 2,25% à 2,75% et le taux d'intérêt du guichet de prêt marginal de 4,25% à 4,75%.

Le **commerce mondial**, qui après le choc de 2020 (-7,8%) s'était nettement repris en 2021 (+10,6%), s'est consolidé en 2022 (+5,1%). Si la Chine est parvenue à accroître ses excédents courants (+2,3% du PIB contre +1,8% en 2021) tel n'a pas été le cas des autres grands exportateurs comme le Japon (+2,1% du PIB contre +3,9% en 2021) ou l'Allemagne (+4,2% du PIB contre +7,7% en 2021) qui ont connu une diminution sensible de leur excédent commercial. Le déficit des transactions courantes des États-Unis s'est, quant à lui, stabilisé à 3,6% du PIB tandis que celui-ci a continué de se creuser en Inde (-2,6% du PIB contre -1,2% en 2021) et en Afrique subsaharienne (-2,0% du PIB contre -1,0% en 2021).

Sur le **marché des changes**, le taux nominal effectif de la monnaie européenne s'est déprécié de 3,6% en 2022. En particulier, l'euro a baissé de 10,9% face au dollar américain et de 4,7% face au franc suisse. L'euro est en revanche demeuré stable par rapport au won coréen et s'est apprécié de 5,6% face à la livre sterling, 7,9% face au Yen japonais et 8,5% face à la couronne suédoise. En ce qui concerne le franc CFA, il s'est apprécié en moyenne de 14,3% par rapport aux autres monnaies de l'Afrique de l'Ouest. Cette moyenne recouvre des réalités disparates. Ainsi, il s'est fortement apprécié par rapport à la léone (+44,1%) ou le cedi ghanéen (+72,2%). Il s'est en revanche stabilisé par rapport au dalasi gambien (-0,4%) et s'est déprécié par rapport au naira (-4,4%), au dollar libérien (-8,7%) et au franc guinéen (-19,4%).

I. COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes retrace les échanges, entre résidents et non-résidents, relatifs aux biens, aux services, au revenu primaire et au revenu secondaire.

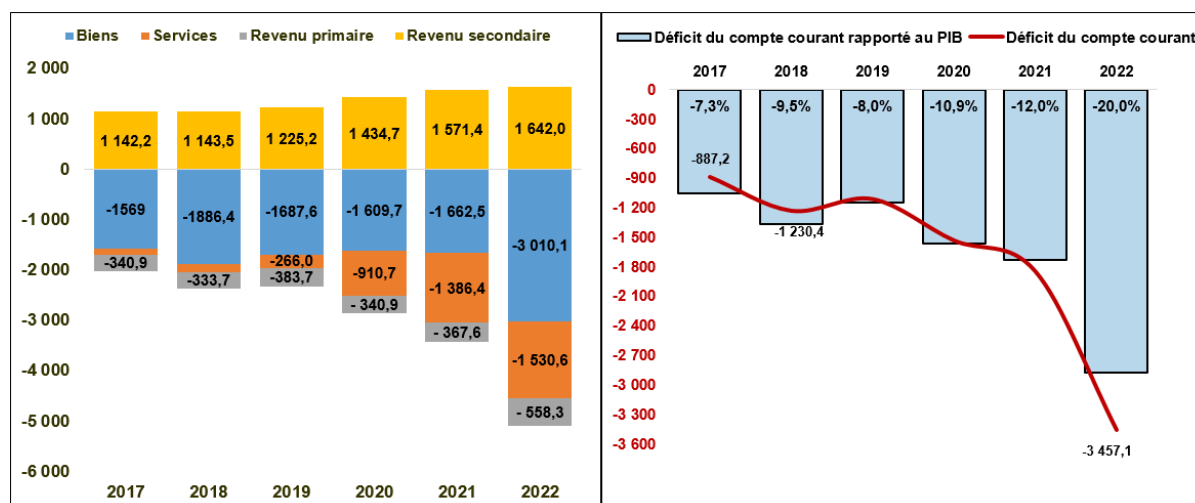
Tableau 2 : Evolution du compte des transactions courantes (en milliards de FCFA)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Biens et Services	-1.688,4	-2.040,1	-1.953,5	-2.626,9	-3.048,8	-4.540,8
Biens	-1.569,0	-1.886,4	-1.687,6	-1.609,7	-1.662,5	-3.010,1
Services	-119,4	-153,7	-266,0	-1.017,2	-1.386,4	-1.530,6
Revenu primaire	-340,9	-333,7	-383,7	-340,9	-367,6	-558,3
Revenu secondaire	1.142,2	1.143,5	1.225,2	1.435,4	1.571,4	1.642,0
Solde du compte courant	-887,2	-1.230,4	-1.112,0	-1.532,4	-1.845,1	-3.457,1
PIB nominal	12.191,8	12.840,2	13.709,6	14.097,9	15.319,1	17.268,3
Compte courant / PIB	-7,3%	-9,5%	-8,0%	-10,9%	-12,0%	-20,0%

Sources : BCEAO/ANSD/DGPPE

Au cours de la période sous revue, le déficit structurel du compte courant s'est accru pour la troisième année consécutive pour atteindre 3.457,1 Mds contre 1.845,1 Mds l'année précédente, soit respectivement 20,0% et 12,0% du PIB. Cette évolution est en relation principalement avec l'augmentation du déficit du compte des biens, en liaison avec le renchérissement des importations.

Graphique 1 : Evolution du compte courant (en Mds)



Source : BCEAO

L'augmentation considérable du déficit du compte courant reflète principalement la vulnérabilité de l'économie sénégalaise face aux chocs exogènes induits par la reprise économique mondiale et le conflit russo-ukrainien. En effet, l'augmentation de la demande intérieure et les tensions sur les marchés des matières premières et biens intermédiaires ont engendré un renchérissement significatif des prix d'acquisition, sources de dégradation du déficit du compte de biens.

En outre, en perspective de la mise en production des champs pétrolier et gazier, les importations de biens et services y afférentes se sont accrues de 12,8%, contribuant à maintenir le déficit du compte des services à un niveau élevé.

Une augmentation sensible a été notée sur les importations de biens et subséquemment, le déficit de la balance commerciale s'est dégradé de 81,1% passant de 1.662,5 Mds en 2021 à 3.010,1 Mds.

S'agissant du déficit du compte de revenu primaire, il est passé de 367,6 Mds en 2021 à 558,3 Mds, tandis que l'excédent du compte de revenu secondaire s'est accru de 4,5% pour atteindre 1.642,0 Mds après 1.571,4 Mds en 2021 et 1.435,4 Mds en 2020. La consolidation de l'excédent du compte de revenu secondaire reflète le dynamisme des transferts de fonds reçus des travailleurs migrants. Un ralentissement (4,8% contre 15,2% en 2021) est toutefois observé dans un contexte de hausse du coût de la vie dans les principaux pays émetteurs.

Encadré 2 : Cadre d'analyse du déficit du compte courant

L'analyse des relations entre les comptes économiques est essentielle pour comprendre la structure du déficit du compte courant. Les principaux comptes peuvent être exprimés sous forme d'identités comptables même si aucune relation de cause à effet ne pourrait en être déduite⁴. A cet égard, l'équilibre des ressources et des emplois du compte des biens et services du Système de Comptabilité Nationale (SCN) se présente comme suit :

$$\begin{aligned} \text{Production} + M &= C + G + I + X + CI \\ \text{Ressources} &= \text{Emplois} \end{aligned} \quad (1)$$

Avec M = importations de biens et services ; C = consommation des ménages ; G = consommation des administrations publiques ; I = investissements public et privé ; X = exportations de biens et services et CI = consommation intermédiaire. Comme le PIB nominal est égal à la production brute moins la consommation intermédiaire, l'identité peut être reformulée selon une approche dépense comme suit :

$$PIB = C + G + I + (X - M) \quad (2)$$

Où PIB = produit intérieur brut nominal

Le revenu national brut disponible (RNBD) qui correspond au PIB augmenté des revenus primaires et secondaires nets avec l'étranger, s'exprime ainsi :

$$RNBD = C + G + I + (X - M) + RP + RS \quad (3)$$

Où RP = solde du revenu primaire, RS = solde du revenu secondaire (transferts courants nets).

Par ailleurs, le solde des transactions courantes est décomposé de la manière suivante :

$$SC = (X - M) + RP + RS \quad (4)$$

Où SC = solde des transactions courantes.

En combinant les expressions (3) et (4), le solde des transactions courantes peut aussi être considéré de manière équivalente comme l'écart entre le revenu disponible et les dépenses :

$$SC = (RNBD - C - G) - I \quad (5)$$

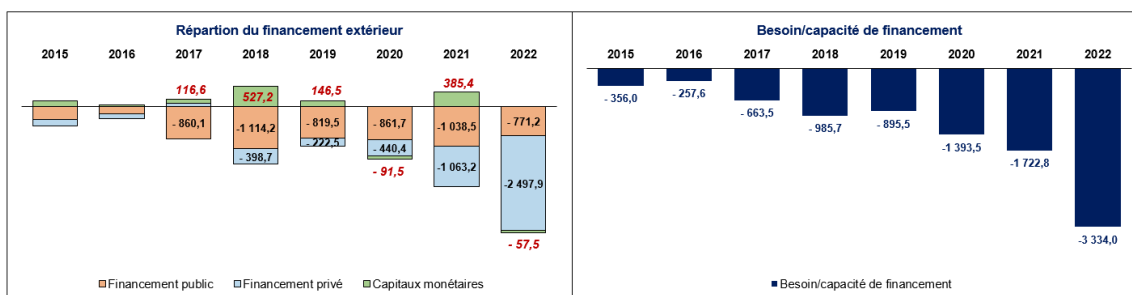
En remplaçant $S = RNBD - C - G$ où S = épargne brute, on obtient :

$$SC = S - I \quad (6)$$

L'équation 6 indique que le solde du compte courant est égal à la différence entre l'épargne et l'investissement domestique. A ce titre, le déficit courant ne reflète que le déficit d'épargne intérieure des secteurs public et privé, soit :

$$SC = (Sp - Ip) + (Sg - Ig) \quad (7)$$

Cette identité montre que, si l'écart l'épargne nette du secteur de l'administration publique n'est pas compensée par celle du secteur privé, le compte des transactions courantes présente un déficit. Plus précisément, l'identité montre que le solde budgétaire de l'État ($Sg - Ig$) peut exercer une influence considérable sur le solde des transactions courantes, notamment dans les pays en développement comme le Sénégal où l'épargne privée demeure faible.



Source : BCEAO

A l'analyse, il convient de noter que les fluctuations du déficit des transactions courantes sont imputables, pour une grande partie, aux fortes variations du déficit d'épargne privée.

Les importants projets en développement dans les secteurs pétrolier et gazier ont été financés sur la base d'emprunts extérieurs privés. Le développement de ces projets a occasionné une hausse substantielle des importations de services qui ont contribué à l'accroissement du déficit des transactions courantes.

Le développement des projets pétroliers et gaziers a également permis une augmentation significative du financement extérieur privé.

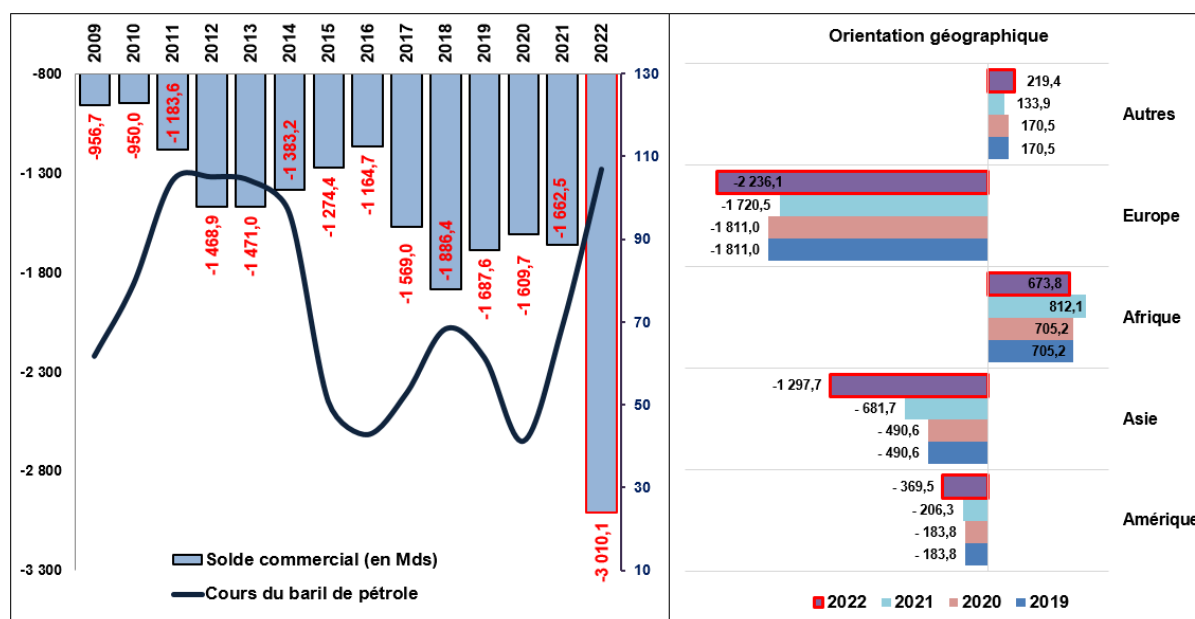
En conséquence, même si le financement du déficit du compte courant reste dominé par les mobilisations de l'Etat sur le marché financier international, la part du financement privé s'accroît d'année en année.

I.1-BALANCE COMMERCIALE

Au titre de l'année 2022, la balance commerciale a enregistré un déficit historique de 3.010,1 Mds contre 1.662,5 Mds un an plus tôt, soit une progression de 81,1% expliquée par l'impact des chocs exogènes sur l'économie sénégalaise. Ainsi, le niveau du déficit commercial a plus que doublé par rapport à la moyenne enregistrée au cours des quinze (15) dernières années (1.398,0 Mds).

En effet, l'accroissement du déficit commercial est imputable essentiellement à la progression des cours mondiaux des matières premières (cf. Encadré 2), en relation avec les tensions observées sur ce marché et celui des produits énergétiques, consécutives au conflit russo-ukrainien. En particulier, les prix des cours du Brent ont augmenté de 46,7% pour se situer à plus de 96,3 dollars US en moyenne annuelle. Suivant la même tendance, les prix internationaux des céréales (blé, maïs, etc.) ainsi que ceux des fertilisants chimiques ont enregistré des hausses sensibles en 2022. La redynamisation du commerce international (+3,0% en volume) a, en outre, conduit à une accélération des importations et des exportations du Sénégal respectivement de 43,2% et 22,5% en 2022.

Graphique 2 : Evolution de la balance commerciale



Source : BCEAO

L'examen de l'orientation géographique du déficit commercial montre que la hausse des prix des matières premières, notamment du pétrole, a été préjudiciable pour l'économie sénégalaise. En particulier, la sensibilité du déficit commercial au prix du pétrole s'est exacerbée. En effet, comparé à l'année 2012, où un niveau similaire de prix du baril de pétrole a été observé, le solde commercial déficitaire a quasiment doublé, du fait de l'augmentation de la demande en produits pétroliers, les quantités importées étant passées de 1,9 millions de tonnes à 5,3 millions de tonnes. Par conséquent, la balance commerciale du Sénégal vis-à-vis du continent européen, son premier fournisseur, s'est dégradée, après l'amélioration observée en 2021 (-1.720,5 Mds contre -1.811,0 Mds en 2020), pour se situer à -2.236,1 Mds en 2022. De même, les déficits commerciaux vis-à-vis des partenaires asiatique (1.297,7 Mds contre 681,7 Mds) et américain

(369,5 Mds contre 206,3 Mds) se sont accrus, au moment où, l'excédent vis-à-vis du continent africain, son premier client, (673,8 Mds contre 812,1 Mds) s'est affaibli.

Dans ce registre, l'amélioration tendancielle des indicateurs du commerce extérieur observé depuis 2016, particulièrement le taux de couverture des importations par les exportations (64,7% en 2021 contre 53,2% en 2018), s'est inversée en 2022. Il est ressorti en retrait de 9,4 points de pourcentage pour s'établir à 55,3%, en deçà de la moyenne des dix (10) dernières années (56,9%).

En outre, le déficit commercial rapporté au PIB s'est accru de 6,5 points pour se chiffrer à 17,4% du PIB en 2022. Cette évolution est imputable à une plus forte progression des importations rapportées au PIB (+8,2 points ; 39,0% du PIB) alors que le ratio exportations/PIB s'est inscrit en hausse de 1,5 point pour se situer à 21,6%.

Tableau 3 : Compte de biens (en millions de FCFA)

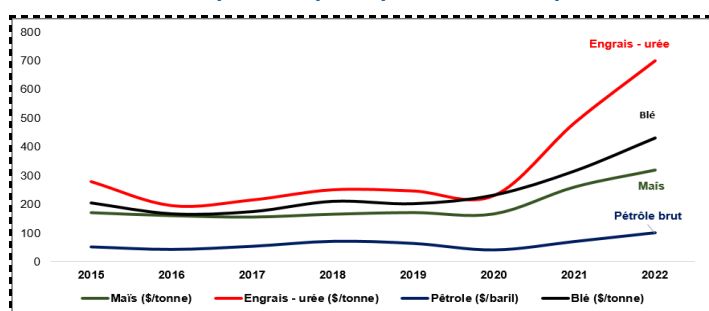
Rubriques		2017	2018	2019	2020	2021	2022
Mdses générales	Exportations (X)	1.659.238,5	1.794.016,2	2.170.488,4	1.934.480,5	2.436.954,8	3.077.481,4
	Importations (M)	3.476.118,8	4.033.003,7	4.281.198,8	4.020.309,9	4.707.159,2	6.741.398,2
	X nettes et négoce int.	2.022,4	2.608,9	3.365,4	3.214,3	3.521,3	3.857,7
Or non mon.	Exportations	246.566,8	350.782,1	420.584,7	473.155,2	604.210,3	649.913,4
	Importations	678,3	782,1	870,2	234,2	0,0	1,0
Total	Total X de biens	1.907.827,6	2.147.407,2	2.594.438,6	2.410.850,0	3.044.686,4	3.731.252,4
	Total M de biens	3.476.797,1	4.033.785,7	4.282.069,0	4.020.544,2	4.707.159,2	6.741.399,2
Principaux indicateurs	Solde commercial	-1.568.969,5	-1.886.378,5	-1.687.630,4	-1.609.694,1	-1.662.472,8	-3.010.146,8
	PIB nominal	12.191.796,0	12.840.179,0	13.709.621,0	14.097.918,6	15.287.932,0	17.268.300,0
	Solde commercial/PIB	-12,9%	-14,7%	-12,3%	-11,4%	-10,9%	-17,4%
	X / PIB	15,6%	16,7%	18,9%	17,1%	19,9%	21,6%
	M / PIB	28,5%	31,4%	31,2%	28,5%	30,8%	39,0%
	X / M	54,9%	53,2%	60,6%	60,6%	64,7%	55,3%

Sources : BCEAO/ANSD/DGPPE

Encadré 3 : Tensions sur les marchés des matières premières

L'économie mondiale a de nouveau été perturbée en 2022, sous l'effet principalement de la guerre entre la Russie et l'Ukraine et de ses conséquences sur l'évolution des cours des matières premières. En effet, compte tenu de la position privilégiée des deux pays protagonistes sur les marchés des produits pétroliers et céréaliers, les répercussions de cette crise se sont ressenties à l'échelle mondiale. L'une des implications directes de la crise a été le relèvement des cours internationaux des matières premières, exacerbant ainsi les pressions inflationnistes nées de la reprise post-Covid en 2021. Ainsi, compte tenu de la dépendance du Sénégal vis-à-vis de l'extérieur, particulièrement en produits énergétiques et alimentaires, la crise a induit un renchérissement sensible des biens importés. Cette dépendance, couplée à la position de price-taker du Sénégal, a rendu le pays particulièrement vulnérable aux chocs exogènes. L'analyse des cours mondiaux et des indices des prix à l'importation sur la période 2015-2022 permet de mesurer l'impact de ces chocs sur l'économie sénégalaise.

Evolution des prix des principales matières premières



Source : WorldBank

En 2022, les prix à l'importation¹ ont augmenté de 25% en liaison avec le renchérissement des factures pétrolière et alimentaire. En effet, les produits pétroliers ont contribué sensiblement à cette augmentation, notamment le pétrole raffiné (+10%) et le pétrole brut (+9%), de même que les biens alimentaires, en l'occurrence le blé (+2%) et le maïs (+0,3%). Enfin, les fertilisants se sont renchérissés en 2022 et ont contribué à la croissance des prix à l'import à hauteur de 0,5%.

Au titre des **produits pétroliers**, il convient de souligner que la Russie est le troisième producteur mondial derrière les Etats-Unis et l'Arabie Saoudite. Le pays assure 10% des exportations de pétrole brut dans le monde, orientées principalement vers la Chine et les pays européens (Pays Bas, Allemagne, etc.). Le cours du Brent a atteint, en moyenne, 96,3 dollars en 2022, en hausse de 46,7% par rapport à 2021, soit le prix le plus haut depuis la crise énergétique de 2008 et le printemps arabe en 2011. La hausse notée en 2022, consécutive à un choc d'offre, est due à plusieurs facteurs notamment les conséquences de la guerre en Ukraine, un manque d'investissements dans l'exploration-production dans le monde et la décision de l'OPEP+ de réduire de 2 millions de barils la production journalière de pétrole.

S'agissant du **blé**, la Russie et l'Ukraine occupent respectivement les troisième (3^{ème}) et huitième (8^{ème}) places au rang mondial des producteurs de blé et fournissent près de 50 pays, soit 26% du blé commercialisé sur la période 2015-2021. Cette part a chuté à 15% en 2022, en raison (i) des conséquences de la guerre, qui a engendré une contraction des exportations russes et de la production ukrainienne, (ii) de la décision des Autorités indiennes de mettre un embargo sur les exportations de blé, du fait de la diminution de la production locale et du risque d'insécurité alimentaire, et (iii) de la sécheresse précoce en France, premier exportateur européen. Sous ces considérations, le cours du blé s'est inscrit en hausse de 40,8% en glissement annuel.

Sur le marché mondial du **maïs**, la Russie et l'Ukraine sont respectivement cinquième (5^{ème}) et treizième (13^{ème}) producteurs mondiaux et l'Ukraine en est le troisième (3^{ème}) exportateur mondial. Le prix de la tonne de maïs a atteint 319 dollars en 2022 contre 269 dollars en 2021 et 165 dollars en 2020, soit des croissances respectives de 57% et 23%. La hausse du prix du maïs enregistrée en 2022 est imputable au repli de la production en Ukraine et en Argentine, du fait respectivement de la guerre et de la sécheresse. Au niveau national, il convient de souligner que le maïs est un intrant dans la composition d'aliment de bétails. Ainsi, la hausse du prix international du maïs a eu une incidence sur le renchérissement des produits carnés sur le marché local.

Enfin, le marché des **fertilisants** a également subi les contrecoups du conflit russo-ukrainien. Le Sénégal importe des fertilisants de la Russie, particulièrement des engrais minéraux et chimiques azotés, dont le principal intrant est l'urée produite à partir du gaz naturel. En 2022, le prix de la tonne d'urée est ressorti à 700 dollars contre 483 dollars en 2021, sous l'effet du relèvement du prix du gaz naturel. Cette hausse s'est ainsi ressentie sur les cours mondiaux des fertilisants et a permis au Sénégal, exportateur net de fertilisants, de tirer profit de l'évolution des cours internationaux.

Source : DGPPE/BCEAO

¹ Les prix à l'importation sont appréhendés à travers les indices des valeurs unitaires qui sont obtenus en rapportant les valeurs aux quantités.

I.1.1- Exportations de biens

Les exportations de biens sont évaluées à 3.731,3 Mds en 2022 contre 3.044,7 Mds en 2021, soit une progression de 22,5% contre 26,3% l'année précédente. La bonne tenue des ventes de biens à l'étranger reflète principalement la hausse des prix internationaux des produits pétroliers et des fertilisants chimiques.

I.1.1.a. Orientation géographique des exportations

La part de marché sur le continent africain, principale destination des exportations sénégalaises, s'est réduite de 1,7 point en 2022 pour ressortir à 45,6%, soit 1.404,4 Mds. Les pays de la CEDEAO (42,0%), en particulier ceux de l'UEMOA (33,1%), concentrent l'essentiel des expéditions de marchandises en Afrique. La diminution de la part de marché du continent africain par rapport à l'année précédente s'explique par le rebond des exportations vers les continents européen et asiatique, en relation avec le renchérissement des exportations vers ces destinations.

En effet, les expéditions en direction de ces zones géographiques se sont accrues respectivement de 24,8% et 40,2%, alors que les livraisons destinées aux continents africain et américain sont ressorties respectivement à 21,9% et 9,5%.

Tableau 4 : Orientation géographique des exportations de marchandises générales (en millions de FCFA)

	2017		2018		2019		2020		2021		2022	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Exportations	1 659 238,5	100,0	1 794 016,2	100,0	2 170 488,4	100,0	1 934 480,5	100,0	2 436 954,8	100,0	3 077 481,4	100,0
Union Européenne	264 771,2	16,0	302 664,3	16,9	324 076,9	14,9	264 397,5	13,7	358 803,9	14,7	399 922,5	13,0
- dont France	44 752,0	2,7	46 953,4	2,6	51 210,8	2,4	44 224,1	2,3	49 565,0	2,0	47 853,7	1,6
Etats-Unis	52 954,1	3,2	62 900,6	3,5	77 517,6	3,6	67 533,9	3,5	69 438,7	2,8	102 667,1	3,3
Japon	3 215,5	0,2	6 840,5	0,4	9 562,9	0,4	6 168,7	0,3	9 244,6	0,4	9 582,3	0,3
Inde	87 345,9	5,3	168 341,4	9,4	211 915,2	9,8	171 975,5	8,9	282 397,9	11,6	540 086,3	17,5
Chine	77 728,9	4,7	64 162,5	3,6	161 895,0	7,5	152 146,1	7,9	189 767,9	7,8	142 372,2	4,6
Thaïlande	3 279,2	0,2	2 931,1	0,2	801,0	0,0	624,6	0,0	233,1	0,0	965,1	0,0
CEDEAO	744 488,7	44,9	768 683,5	42,8	959 992,9	44,2	900 162,9	46,5	1 055 934,8	43,3	1 293 661,4	42,0
UEMOA	578 864,0	34,9	598 246,5	33,3	802 774,8	37,0	717 846,7	37,1	856 208,7	35,1	1 019 421,2	33,1
Bénin	11 166,7	0,7	12 062,0	0,7	15 471,9	0,7	11 725,6	0,6	16 649,6	0,7	17 436,3	0,6
Burkina faso	34 663,4	2,1	39 155,6	2,2	39 551,2	1,8	30 433,9	1,6	37 140,0	1,5	35 421,9	1,2
Côte d'Ivoire	85 527,5	5,2	75 205,1	4,2	97 052,3	4,5	119 456,8	6,2	124 726,2	5,1	119 066,1	3,9
Guinée-Bissau	39 307,6	2,4	49 881,0	2,8	49 972,1	2,3	39 917,1	2,1	47 901,7	2,0	65 342,2	2,1
Mali	382 378,5	23,0	401 119,0	22,4	574 129,7	26,5	493 013,5	25,5	601 624,6	24,7	715 128,5	23,2
Niger	10 976,8	0,7	9 082,9	0,5	9 810,4	0,5	12 238,9	0,6	13 297,9	0,5	14 667,7	0,5
Togo	14 843,5	0,9	11 740,9	0,7	16 787,2	0,8	11 061,1	0,6	14 868,7	0,6	52 358,5	1,7
AUTRES Etats CEDEAO	165 624,7	10,0	170 437,0	9,5	157 218,1	7,2	182 316,2	9,4	199 726,1	8,2	274 240,2	8,9
Dont Nigeria	12 601,4	0,8	16 546,6	0,9	14 995,5	0,7	13 722,0	0,7	12 210,9	0,5	16 396,4	0,5
Gambie	62 813,0	3,8	54 236,7	3,0	45 417,6	2,1	64 553,8	3,3	88 256,7	3,6	110 719,5	3,6
R. Guinée	61 391,5	3,7	70 800,2	3,9	78 817,3	3,6	85 380,8	4,4	80 473,6	3,3	113 782,4	3,7
Mauritanie	44 940,9	2,7	41 913,1	2,3	39 741,4	1,8	40 810,2	2,1	51 482,0	2,1	59 286,5	1,9
Autres clients	380 514,0	22,9	375 579,3	20,9	384 985,5	17,7	330 661,1	17,1	419 652,0	17,2	528 938,0	17,2
Continent américain	72 575,3	4,4	74 783,3	4,2	84 004,3	3,9	87 578,1	4,5	113 244,6	4,6	123 998,8	4,0
Continent asiatique	305 142,1	18,4	335 785,8	18,7	482 185,5	22,2	400 918,3	20,7	577 439,8	23,7	811 304,0	26,4
Continent africain	815 642,9	49,2	891 004,6	49,7	1 087 845,8	50,1	1 027 882,3	53,1	1 152 049,5	47,3	1 404 391,1	45,6
Continent européen	453 983,9	27,4	395 989,7	22,1	329 266,5	15,2	266 648,6	13,8	441 636,5	18,1	551 299,0	17,9
Autres	11 894,2	0,7	9 452,9	0,5	18 718,6	0,9	15 145,3	0,8	15 584,4	0,6	18 648,5	0,6

Sources : BCEAO/ANSD

En particulier, le Mali demeure le premier client du Sénégal sur le continent africain. Il concentre près du quart (23,2% contre 24,7%) des expéditions de marchandises générales, suivi de la Côte d'Ivoire (3,9% contre 5,1%), de la Guinée-Bissau (2,1% contre 2,0%) et du Burkina Faso (1,2% contre 1,5%). Les livraisons vers les pays de l'UEMOA sont constituées principalement de

produits pétroliers, de produits alimentaires manufacturés et, dans une moindre mesure, de ciment.

Les expéditions vers les Etats de la CEDEAO non membres de l'UEMOA sont composées, pour l'essentiel, de ciment et de produits alimentaires manufacturés (bouillons et autres préparations alimentaires). Les principaux clients sont la Gambie (3,6% en 2022 et 2021), la République de Guinée (3,7% contre 3,3%) et le Nigeria (0,5% en 2022 et 2021). Ces pays représentent 8,9% des exportations du Sénégal en 2022 contre 8,3% en 2021.

Le marché européen est la deuxième destination des exportations de marchandises générales² avec 17,9% des parts de marché contre 18,1% en 2021. Les expéditions à destination de ce continent, composées essentiellement de produits halieutiques et horticoles, ont connu un regain de 24,8% en 2022, en relation avec l'orientation à la hausse des prix et la reprise de l'activité économique observée dans cette région. Les principaux partenaires du Sénégal sur le continent européen sont la Suisse (414,3 Mds), l'Espagne (126,7 Mds), l'Italie (62,8 Mds), la France (47,8 Mds) et les Pays Bas (45,7 Mds).

Les exportations de marchandises du Sénégal en direction de l'Asie ont également connu une nette augmentation (+40,5%) pour s'établir à 811,3 Mds après 577,4 Mds en 2021, après un accroissement de 44,3% en 2021. Cette variation reflète, en particulier, le dynamisme des exportations d'acide phosphorique et le renchérissement des prix des fertilisants. Les principales destinations des exportations en direction de l'Asie sont l'Inde (540,1 Mds contre 282,4 Mds) et la Chine (142,4 Mds contre 189,8 Mds), qui concentrent 84,1% des ventes en 2022.

I.1.1.b. Composition des exportations de biens

La progression des exportations de marchandises générales a concerné l'essentiel des groupes de produits. En particulier, les produits de la chaîne de valeur phosphate ont significativement contribué à cette hausse, bénéficiant de l'augmentation des prix des fertilisants sur le marché international. Globalement, le rythme de progression des exportations a tiré profit du relèvement des prix internationaux sur les marchés des matières premières.

Tableau 5 : Exportations de marchandises générales par principaux produits (en millions de FCFA)

PRODUITS	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Sel marin	8 682,0	8 165,1	10 272,6	9 822,8	10 285,9	13 466,7
Minéraux lourds (Zircon, titane, etc.)	82 469,7	99 744,8	115 423,6	116 197,0	150 318,7	203 834,5
Produits pétroliers	242 944,5	303 947,3	477 716,6	357 523,6	436 884,8	648 894,4
Produits arachidières	65 418,5	63 595,7	153 110,7	120 736,7	168 585,4	100 863,6
Phosphates	18 447,4	16 186,6	22 332,7	11 493,2	22 050,5	47 731,6
Coton	6 523,9	7 026,4	7 031,3	5 783,5	8 966,1	12 528,0
Produits horticoles	62 873,9	81 461,7	101 478,2	95 636,7	145 719,9	146 097,4
Produits de la pêche (poissons, conserves)	236 356,9	274 229,8	330 835,0	277 933,1	312 977,2	423 346,0
Ciment	117 743,3	86 503,3	77 682,2	73 746,0	86 230,8	75 747,0
Acide phosphorique	95 973,9	157 229,5	195 699,5	151 645,5	265 348,3	471 868,0
Engrais	18 935,3	26 048,0	29 452,1	21 257,8	33 056,3	9 318,2
Articles manufacturés	83 635,9	88 771,7	67 879,7	90 169,5	108 000,4	102 157,9
Autres produits d'exportation	710 306,5	802 768,7	857 752,1	929 400,6	1 136 378,0	1 305 761,2
TOTAL (Commerce Général FOB non ajusté)	1 750 311,6	2 015 678,7	2 446 666,4	2 261 346,1	2 884 802,2	3 561 614,5
Ajustements de valeur	64 417,7	68 047,0	80 876,0	76 154,8	74 509,9	78 254,5
Ajustements de chronologie	-18 245,2	-14 394,7	-16 320,0	-13 467,2	-14 728,4	-13 929,2
Ajustements de champ couvert	-137 245,6	-275 314,8	-340 734,0	-389 553,3	-507 629,0	-548 458,4
EXPORTATIONS FOB AJUSTÉES	1 659 238,5	1 794 016,2	2 170 488,4	1 934 480,5	2 436 954,8	3 077 481,4

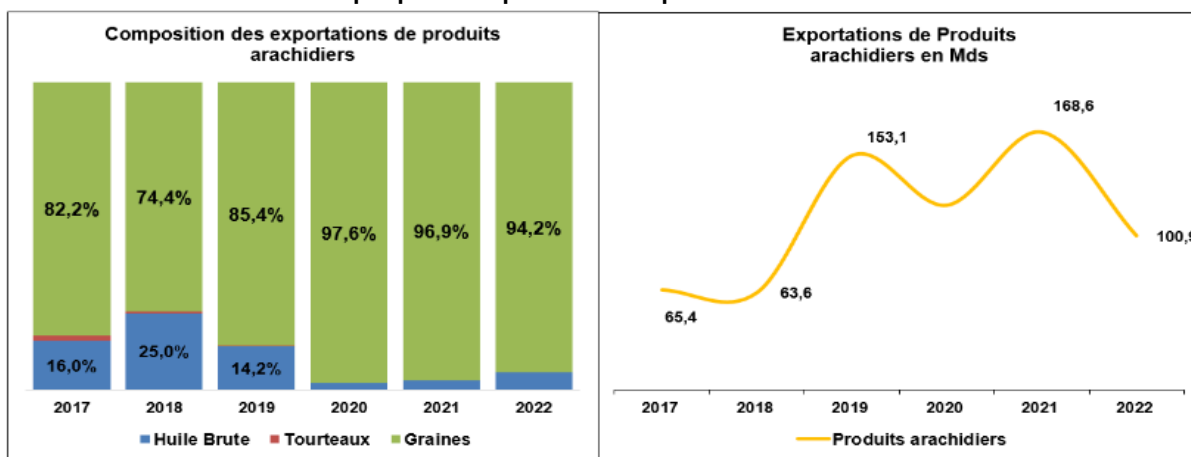
Sources : BCEAO/ANSD

² Les marchandises générales ne prennent pas en compte l'or non monétaire.

I.1.1.b.1 - Exportations de produits agricoles et halieutiques

Les exportations de produits arachidiers (100,9 Mds contre 168,6 Mds), constituées essentiellement de graines d'arachide (84,8 Mds contre 154,8 Mds) et d'huile brute (16,0 Mds contre 13,8 Mds), se sont repliés en 2022, en raison de l'évolution à la baisse de la production d'arachide (diminution des rendements) et de la volonté des Autorités Nationales de privilégier les unités de transformation locale. Les livraisons de graines d'arachide sont majoritairement orientées vers la Chine, tandis que les expéditions d'huile brute sont destinées essentiellement au marché européen.

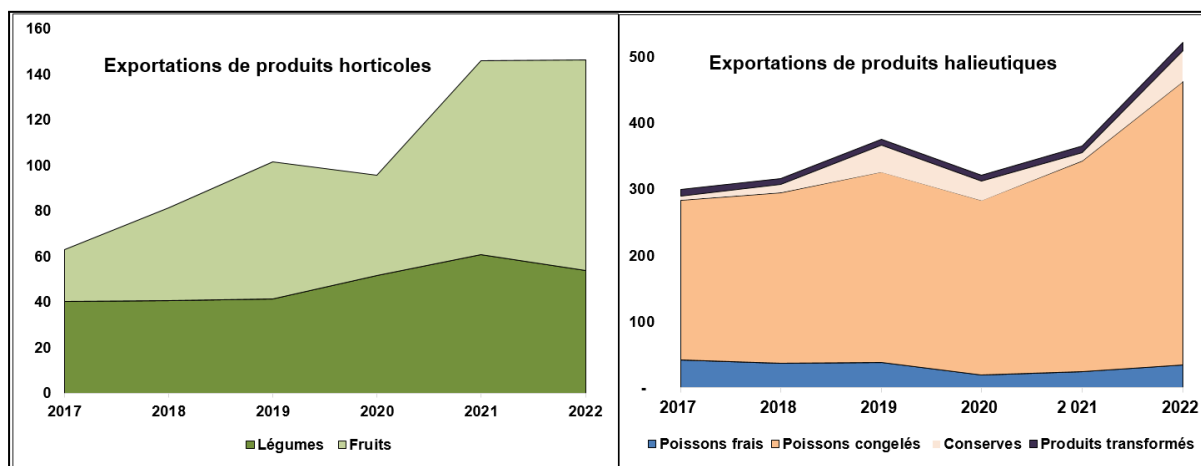
Graphique 3 : Exportations de produits arachidiers



Sources : BCEAO / ANSD

Les exportations de produits horticoles se sont chiffrées à 146,1 Mds contre 145,7 Mds un an plus tôt, soit une légère augmentation de 0,3%. Elles sont composées de légumes, à hauteur de 36,7%, et de fruits. Il convient de souligner que comparativement à l'année précédente, la part des fruits a progressé de 5,0 points de pourcentage pour ressortir à 63,3%.

Graphique 4 : Exportations de produits horticoles et halieutiques (en Mds)



Sources : BCEAO / ANSD

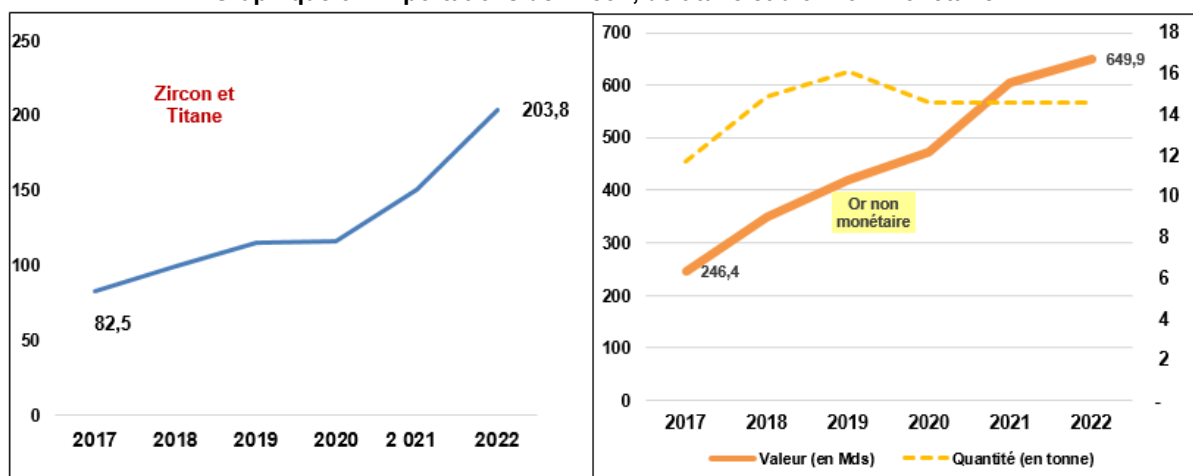
Au cours de la période sous revue, les ventes à l'étranger de produits halieutiques se sont inscrites en hausse de 43,1% contre 13,5% l'année précédente, après une baisse de 14,4% en 2020. Elles se situent à 522,4 Mds, soit au-dessus du niveau observé en 2019 (375,9 Mds). La

bonne tenue des exportations de produits halieutiques est imputable aux produits congelés (+34,1%), aux conserves (+300%), aux produits frais (+46,0%) et aux produits transformés (+27,2%). L'évolution observée s'inscrit dans un contexte de baisse des débarquements de la pêche industrielle (-3,1%) et artisanale (-6,0%).

I.1.1.b.2 - Exportations de produits miniers, chimiques et pétroliers

En 2022, l'or non monétaire s'est maintenu à la première place de produit d'exportation du Sénégal, les expéditions y relatives ont atteint 649,9 Mds contre 604,2 Mds en 2021. La progression observée (+7,5%) est imputable essentiellement à l'appréciation des cours mondiaux du métal jaune (+6,3% en 2022), les quantités exportées étant ressorties en relative stabilité en 2022.

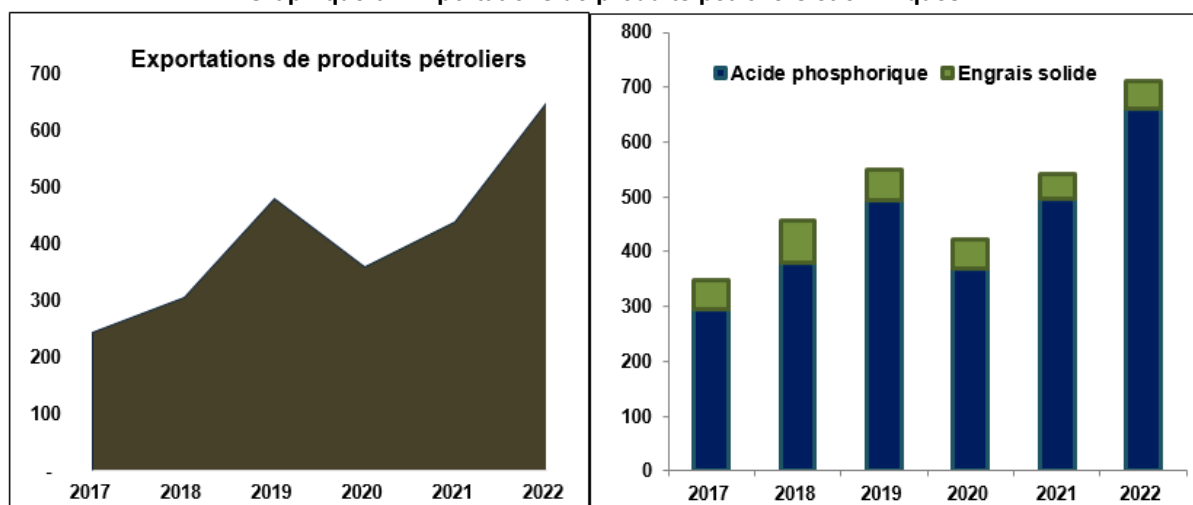
Graphique 5 : Exportations de zircon, de titane et d'or non monétaire



Sources : BCEAO / ANSD

Les exportations en valeur de zircon et de titane ont affiché une nette augmentation en 2022 (+35,6%) pour s'établir à 203,8 Mds contre 150,3 Mds un an plus tôt. Cette évolution est expliquée par le relèvement des prix, les quantités exportées s'étant inscrites en baisse de 11,8%.

Graphique 6 : Exportations de produits pétroliers et chimiques



Sources : BCEAO / ANSD

Les exportations de produits chimiques (engrais et acide phosphorique) ont connu une progression soutenue de plus de 75% pour la deuxième année consécutive. Elles ont tiré profit du renchérissement des fertilisants, en particulier du phosphate, dont les prix ont progressé respectivement de 94,6% et 31,2% en 2021 et 2022.

Tableau 6 : Exportations de marchandises générales ajustées (en millions, en milliers de tonnes, en FCFA/kg)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Sel marin	13 161,1	12 431,8	21 794,2	20 839,9	21 819,4	23 401,3
Volume	286,9	250,9	403,0	374,8	372,3	382,5
Prix	45,9	49,5	54,1	55,6	58,6	61,2
Produits Pétroliers	242 944,5	303 947,3	477 716,6	357 523,6	436 884,8	648 894,4
Volume	803,0	797,3	1 458,4	1 366,8	1 400,0	1 159,7
Prix	302,6	381,2	327,6	261,6	312,1	559,5
Produits arachidières	65 418,5	63 595,7	153 110,7	120 736,7	168 585,4	100 863,6
Huile Brute	16 607,1	23 830,3	41 323,7	6 790,8	13 770,0	16 026,9
Quantité	20,0	36,9	60,4	8,9	13,1	13,7
Prix	832,3	645,0	684,7	764,3	1 049,3	1 167,9
Tourteaux	417,7	174,4	276,2	241,4	26,8	48,1
Quantité	2,3	0,8	1,5	0,8	0,1	0,1
Prix	184,6	210,0	188,3	293,6	374,7	425,6
Graines	48 393,7	39 590,9	111 510,7	113 704,5	154 788,5	84 788,5
Quantité	102,5	109,8	362,1	403,3	411,3	222,8
Prix	472,0	360,5	308,0	281,9	376,4	380,5
Phosphates	18 447,4	16 186,6	22 332,7	11 493,2	22 050,5	47 731,6
Quantité	502,4	500,1	467,5	171,1	378,7	624,4
Prix	36,7	32,4	47,8	67,2	58,2	76,4
Coton	6 523,9	7 026,4	7 031,3	5 783,5	8 966,1	12 528,0
Quantité	7,9	7,8	8,1	7,2	10,8	12,5
Prix	827,6	906,1	863,9	807,2	830,6	1 004,2
Ciment	106 339,8	88 262,0	77 682,2	73 746,0	86 230,8	75 747,0
Quantité	2 627,8	2 239,3	1 946,8	1 802,5	2 107,6	1 692,3
Prix	40,5	39,4	39,9	40,9	40,9	44,8
Produits de Pêche	299 443,1	316 497,7	375 873,6	321 712,5	365 099,6	522 376,2
Poissons frais	41 570,5	36 843,3	38 300,6	19 495,2	23 761,3	34 581,6
Quantité	6,1	5,4	5,7	3,2	3,6	5,1
Prix	6 784,3	6 825,0	6 765,7	6 113,4	6 553,6	6 763,3
Poissons congelés	242 150,7	258 167,0	287 625,1	263 299,5	319 119,0	428 002,4
Quantité	182,8	197,0	237,5	237,6	267,9	323,7
Prix	1 324,9	1 310,3	1 211,0	1 108,4	1 191,2	1 322,2
Conserves	6 085,3	11 735,1	40 183,4	29 827,1	11 746,8	46 680,6
Quantité	3,3	6,4	23,7	19,7	7,4	26,8
Prix	1 833,8	1 839,3	1 695,0	1 512,2	1 592,3	1 740,4
Produits transformés	9 636,6	9 752,2	9 764,5	9 090,7	10 472,5	13 111,6
Quantité	5,4	5,5	5,1	5,2	5,7	6,5
Prix	1 770,2	1 775,9	1 897,1	1 748,2	1 844,2	2 020,3
Produit ICS	141 614,4	222 074,6	241 191,0	171 140,8	289 109,6	506 449,6
Acide phosphorique	121 628,3	194 573,8	219 160,0	151 645,5	265 348,3	471 868,0
Quantité	296,0	381,0	492,5	369,9	495,3	661,9
Prix	410,9	510,7	445,0	409,9	535,7	712,9
Engrais solide	19 986,1	27 500,9	22 031,0	19 495,2	23 761,3	34 581,6
Quantité	51,0	75,6	57,9	53,0	46,5	48,6
Prix	391,9	363,7	380,2	368,0	511,5	710,9
Zircon et titane	82 469,7	99 744,8	115 423,6	116 197,0	150 318,7	203 834,5
Autres	682 876,1	664 249,2	678 332,5	735 307,2	887 889,9	935 655,1
EXPORTATIONS FOB AJUSTEES	1 659 238,5	1 794 016,2	2 170 488,4	1 934 480,5	2 436 954,8	3 077 481,4

Sources : ANSD/BCEAO

Le relèvement des quantités exportées d'acide phosphorique est imputable à la poursuite de la reprise économique, alors que l'augmentation des prix est en relation avec les tensions observées sur le marché des fertilisants. Ces dernières ont été exacerbées par l'impact de la

crise russo-ukrainienne. Elles sont ainsi ressorties à 506,4 Mds en 2022 après 289,1 Mds et 171, Mds respectivement en 2021 et 2020.

En ce qui concerne les expéditions de produits pétroliers raffinés, elles se sont accrues de 48,5% en 2022 pour s'établir à 648,9 Mds contre 436,9 Mds. L'évolution observée est imputable essentiellement à l'appréciation des prix internationaux (+79,3%), les quantités exportées s'étant orientées à la baisse (-17,0%).

Il convient de souligner que les ventes de produits pétroliers sont destinées à approvisionner les pays de l'Hinterland, en particulier le Mali, et à fournir des provisions de bord aux navires et aux aéronefs des compagnies étrangères.

I.1.2. Importations de biens

En 2022, les achats de biens à l'étranger (valeur FOB) sont évalués à 6.741,4 Mds contre 4.707,2 Mds l'année précédente et 4.020,3 Mds en 2020, soit une progression de 43,2 % en 2022 et 17,1% en 2021. L'évolution observée est expliquée par une augmentation de la demande intérieure et par des tensions inflationnistes. Les importations de l'ensemble des groupes de produits se sont ainsi orientées à la hausse, du fait des répercussions du conflit russo-ukrainien sur l'évolution des cours mondiaux des matières premières.

I.1.2.a. Orientation géographique des importations

Au titre de l'orientation géographique, le continent européen est demeuré le premier fournisseur du Sénégal. Sa part de marché s'est toutefois inscrite en retrait de 1,3 point de pourcentage pour s'établir à 47,0%, soit 3.547,9 Mds contre 2.607,3 Mds en 2021.

Les importations en provenance du continent européen ont progressé de 36,1% en variation annuelle. La part de marché des pays de l'Union Européenne, premiers fournisseurs du Sénégal, s'est établie à 35,4% contre 33,7% en 2021. Les importations en provenance du continent européen sont composées essentiellement de produits pétroliers raffinés, de biens d'équipement ainsi que de produits pharmaceutiques. La France (9,2% ; 691,1 Mds) est le premier fournisseur du Sénégal, elle est suivie, entre autres, de l'Espagne (6,3% ; 477,5 Mds), de la Belgique (6,3% ; 473,8 Mds) et des Pays Bas (5,2% ; 398,3 Mds).

Les importations en provenance du continent asiatique sont, quant à elles, ressorties à 2.469,4 Mds contre 1.610,0 Mds, soit une progression de 53,4% contre 44,9% l'année précédente. Elles représentent 32,7% des importations totales contre 29,8% en 2021 et 24,6% en 2020. La progression rapide des parts de marché de l'Asie, attribuable principalement à la Chine (757,0 Mds contre 520,4 Mds) et à l'Inde (568,2 Mds et 383,7 Mds), permet à cette région de devenir le fournisseur le plus dynamique du Sénégal.

La part de marché du continent africain s'est contractée de 1,5 point de pourcentage pour s'établir à 11,8% en 2022 (892,3 Mds contre 719,7 Mds l'année précédente). Les pays de la CEDEAO ont fourni 8,0% (600,7 Mds) des acquisitions en provenance de l'étranger. La part des marchandises expédiées par les pays de l'UEMOA se situe, quant à elle, à 2,7% (202,9 Mds). S'agissant des approvisionnements fournis par les autres pays de la CEDEAO, ils sont constitués en grande partie de pétrole brut, en provenance du Nigeria, principal fournisseur du Sénégal au sein de la Communauté.

Tableau 7 : Orientation géographique des importations de marchandises générales (en millions de FCFA)

	2017		2018		2019		2020		2021		2022	
	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%	Valeur	%
Importations CAF	3 905 751,5	100,0	4 503 633,3	100,0	4 791 492,7	100,0	4 509 601,7	100,0	5 401 215,4	100,0	7 549 364,8	100,0
Union Européenne	1 508 590,7	38,6	1 697 953,9	37,7	2 099 570,0	43,8	1 872 645,4	41,5	1 822 575,4	33,7	2 674 921,4	35,4
dont : France	574 972,8	14,7	569 283,9	12,6	801 136,7	16,7	703 962,5	15,6	632 774,0	11,7	691 127,1	9,2
Etats-Unis	81 443,2	2,1	112 052,4	2,5	93 604,8	2,0	117 553,7	2,6	150 364,5	2,8	206 446,9	2,7
Japon	70 192,9	1,8	79 273,0	1,8	82 178,8	1,7	62 936,7	1,4	91 646,1	1,7	108 780,9	1,4
Inde	285 261,9	7,3	288 810,8	6,4	162 279,6	3,4	192 428,9	4,3	383 729,4	7,1	568 175,7	7,5
Thaïlande	83 403,6	2,1	67 992,6	1,5	68 887,3	1,4	42 734,8	0,9	46 713,9	0,9	87 842,6	1,2
Chine	380 181,2	9,7	498 348,6	11,1	510 372,3	10,7	413 904,5	9,2	520 384,3	9,6	756 959,4	10,0
CEDEAO	555 304,4	14,2	640 910,8	14,2	500 727,6	10,5	506 439,6	11,2	560 309,1	10,4	600 671,4	8,0
UEMOA	157 124,2	4,0	211 855,7	4,7	204 808,1	4,3	229 064,3	5,1	260 711,0	4,8	202 733,5	2,7
Bénin	1 826,7	0,0	518,6	0,0	707,9	0,0	1 112,1	0,0	1 324,9	0,0	912,7	0,0
Burkina faso	7 306,3	0,2	5 905,1	0,1	5 590,2	0,1	6 632,9	0,1	6 493,0	0,1	9 542,4	0,1
Côte d'Ivoire	79 328,1	2,0	68 838,8	1,5	80 738,3	1,7	78 426,8	1,7	85 972,4	1,6	112 783,0	1,5
Guinée-Bissau	6 044,7	0,2	3 914,7	0,1	5 669,4	0,1	3 348,9	0,1	3 946,8	0,1	312,4	0,0
Mali	50 494,6	1,3	126 079,6	2,8	102 050,7	2,1	102 474,8	2,3	127 881,1	2,4	37 359,1	0,5
Niger	3 620,2	0,1	1 111,3	0,0	1 922,2	0,0	1 476,2	0,0	571,0	0,0	9 222,1	0,1
Togo	8 503,6	0,2	5 487,6	0,1	8 129,4	0,2	35 592,5	0,8	34 521,8	0,6	32 601,8	0,4
Autres Etats CEDEAO	398 180,2	10,2	429 055,1	9,5	295 919,5	6,2	277 375,2	6,2	299 598,1	5,5	397 937,9	5,3
Dont Nigeria	309 405,4	7,9	388 948,5	8,6	245 564,0	5,1	257 198,1	5,7	287 562,8	5,3	331 198,8	4,4
Gambie	1 766,0	0,0	4 568,7	0,1	1 792,4	0,0	10 440,7	0,2	3 882,5	0,1	2 219,0	0,0
R. Guinée	2 910,6	0,1	5 739,2	0,1	1 068,5	0,0	1 320,9	0,0	1 915,4	0,0	7 797,5	0,1
Mauritanie	3 629,9	0,1	6 956,9	0,2	3 339,0	0,1	7 960,6	0,2	2 295,3	0,0	6 610,7	0,1
Autres fournisseurs	937 743,8	24,0	1 111 334,3	24,7	1 270 533,1	26,5	1 292 997,6	28,7	1 823 197,4	33,8	2 538 955,6	33,6
Continent américain	274 989,9	7,0	276 370,4	6,1	283 030,2	5,9	328 572,8	7,3	399 096,6	7,4	559 216,2	7,4
Continent asiatique	1 114 292,2	28,5	1 259 884,3	28,0	1 200 217,1	25,0	1 110 747,5	24,6	1 610 018,7	29,8	2 469 370,7	32,7
Continent africain	654 347,7	16,8	858 459,9	19,1	619 785,3	12,9	645 837,0	14,3	719 696,3	13,3	892 273,0	11,8
Continent européen	1 827 091,1	46,8	2 081 006,4	46,2	2 656 155,8	55,4	2 404 005,4	53,3	2 607 312,6	48,3	3 547 910,7	47,0
Autres	35 030,6	0,9	27 912,3	0,6	14 743,1	0,3	20 439,1	0,5	65 091,2	1,2	80 594,3	1,1

Sources : ANSD/BCEAO

1.1.2.b. Composition des importations de biens

L'analyse des importations par groupe de produits fait ressortir une orientation à la hausse plus soutenue des importations de produits énergétiques, en particulier les produits pétroliers (+75,6%). La dynamique des importations s'explique par le renchérissement des produits importés, sous l'effet de l'appréciation des cours mondiaux des matières premières et des biens intermédiaires.

Tableau 8 : Evolution des importations (CAF) de marchandises générales (en millions de FCFA)

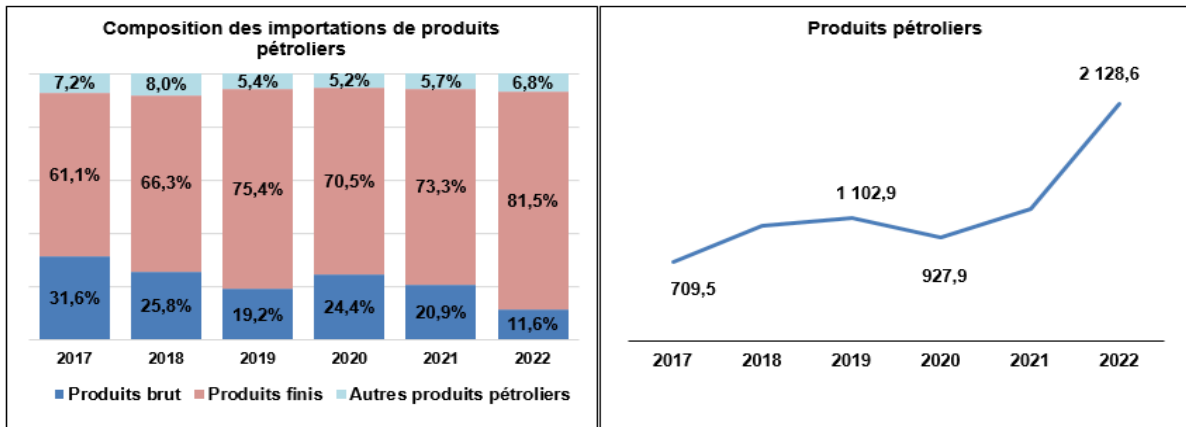
PRODUITS	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Produits alimentaires	767 654,2	788 143,2	781 259,7	867 207,3	950 693,3	1 221 871,8
Autres biens de consommation	410 711,9	440 225,0	458 451,6	481 804,0	548 307,3	604 637,3
Produits pétroliers	856 133,2	1 254 412,1	1 234 317,6	1 040 859,8	1 359 052,0	2 388 971,7
Biens intermédiaires	777 186,1	932 192,6	964 538,3	939 818,7	1 211 900,3	1 678 016,2
Biens d'équipement	974 300,0	961 047,9	1 184 805,4	1 002 533,4	1 128 732,8	1 451 970,1
Produits divers	122 720,5	111 977,7	150 555,8	162 186,0	179 808,4	203 748,0
Total (Commerce Général CAF non ajusté)	3 908 705,9	4 487 998,5	4 773 928,3	4 494 409,4	5 378 494,1	7 549 215,2
Ajust. de valeur	-11 425,1	-12 853,3	-10 851,7	-11 458,7	-12 054,8	-11 000,5
Ajust. de chronologie	-33 651,5	-31 809,1	-35 742,9	-30 514,7	-31 458,1	-30 033,0
Ajust. de champ couvert	42 122,2	60 297,2	64 159,1	57 165,7	66 234,2	57 921,8
IMPORTATIONS TOTALES CAF AJUSTEES	3 905 751,5	4 503 633,3	4 791 492,7	4 509 601,7	5 401 215,4	7 566 103,5

Sources : ANSD/BCEAO

- **Les produits pétroliers**

Les importations de produits pétroliers ont progressé dans le sillage des cours du baril de pétrole (+46,7%), dans un contexte d'augmentation de la demande intérieure tirée par la consolidation de l'activité économique interne. L'augmentation de la facture pétrolière est également à mettre en relation avec la contraction de l'activité de raffinage de la principale unité industrielle ayant entraîné un approvisionnement plus soutenu en produits finis.

Graphique 7: Importations de produits pétroliers



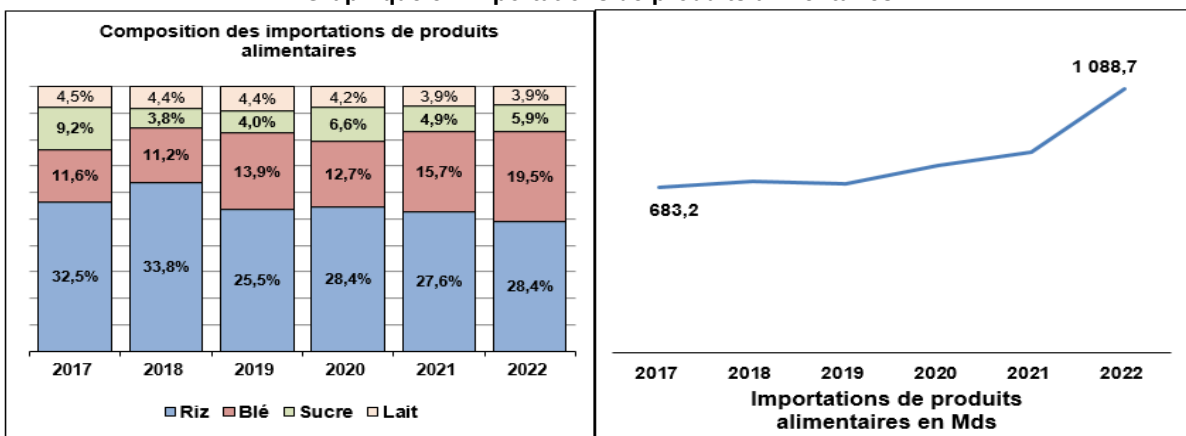
Sources : BCEAO / ANSD

Dans ce contexte, les importations en valeur de produits pétroliers bruts et raffinés ont enregistré des évolutions respectives de -0,1% et +99,9%, atteignant un cumul de 2.128,6 Mds contre 1.184,4 Mds un an plus tôt. Les approvisionnements des autres produits pétroliers, composés essentiellement de gaz et de bitume, se sont accrus de 113,5%.

- **Les produits alimentaires**

En 2022, les importations de produits alimentaires, valeur FOB, ont augmenté de 31,4% pour atteindre 1.088,7 Mds contre 828,5 Mds. La facture alimentaire s'est ressentie de la progression des approvisionnements en riz (309,0 Mds contre 228,7 Mds) qui sont passés de 1,12 million de tonnes à 1,45 million de tonnes, dans un contexte de légère progression des prix (+4,5%) et d'augmentation de la demande.

Graphique 8 : Importations de produits alimentaires



Sources : BCEAO/ANSD

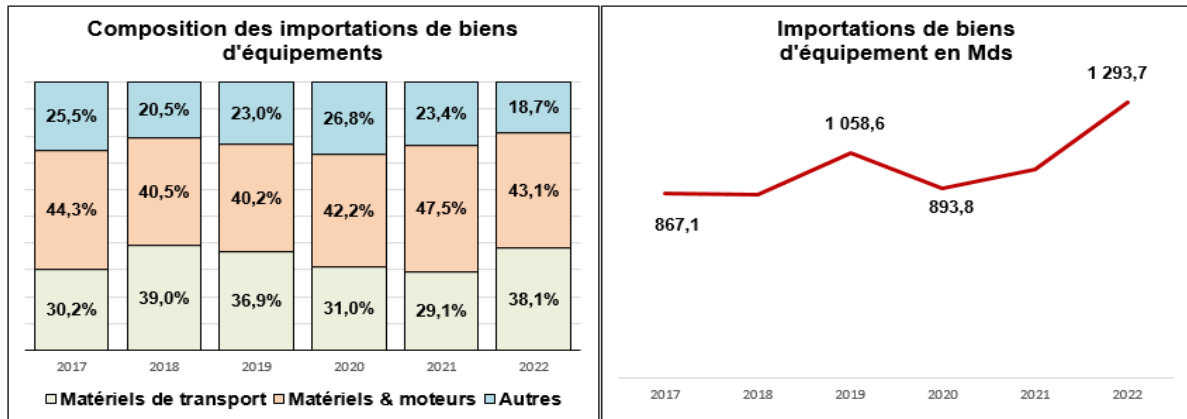
En outre, les importations de blé et de sucre ont enregistré des hausses respectives de 62,8% et 57,2%, pour se situer respectivement à 212,0 Mds et 64,0 Mds, sous l'effet principalement du relèvement des prix à l'importation. Il convient de préciser que les crises géopolitiques internationales sont à l'origine des tensions observées sur le marché mondial du blé (cf. Encadré 3).

- **Les biens d'équipement**

Après le recul observé en 2020, les acquisitions de biens d'équipement ont progressé de 31,5% pour s'établir à 1.293,7 Mds contre 983,7 Mds l'année précédente.

Cette progression reflète celle des rubriques "Matériels de transport" (493,1 Mds contre 286,4 Mds) et "Machines, moteurs et autres appareils" (800,6 Mds contre 697,3 Mds).

Graphique 9 : Importations de biens d'équipement (en Mds)



Sources : BCEAO/ANSD

Tableau 9 : Importations de marchandises générales ajustées (FOB en Mds de FCFA, Volume en milliers de tonnes)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Produits alimentaires	683,2	705,8	698,1	773,1	828,5	1 088,7
Riz	221,7	238,5	177,7	219,3	228,7	309,0
Volume	1 236,1	1 323,1	897,4	1 097,0	1 120,2	1 448,4
Prix	179,4	180,3	198,0	199,9	204,1	213,3
Blé	79,4	79,2	96,8	98,6	130,2	212,0
Volume	728,8	698,2	937,2	905,6	909,4	1 045,3
Prix	108,9	113,4	103,3	108,8	143,2	202,8
Sucre	62,9	26,5	27,8	50,9	40,7	64,0
Volume	215,8	107,4	101,8	179,1	115,0	173,3
Prix	291,3	246,5	273,2	284,4	354,0	369,3
Lait	30,4	31,4	30,4	32,1	32,6	42,6
Volume	26,6	26,3	24,8	24,4	25,2	34,4
Prix	1 142,5	1 191,0	1 223,3	1 317,7	1 290,0	1 237,1
Autres	288,8	330,2	365,3	372,1	396,3	461,2
Volume	739,3	805,4	643,2	615,2	651,3	732,2
Prix	390,7	410,0	567,9	604,9	608,6	629,9
Produits pétroliers	709,5	1 033,6	1 102,9	927,9	1 184,4	2 128,6
Produits brut	224,3	266,4	211,2	226,3	248,1	247,8
Volume	1 198,4	1 120,9	960,8	1 294,5	1 287,7	876,8
Prix	187,2	237,7	219,9	174,8	192,6	282,6
Produits finis	433,9	684,8	831,6	653,9	868,3	1 735,6
Volume	1 726,5	2 278,4	2 990,7	2 954,1	3 282,9	4 473,1
prix	251,3	300,6	278,1	221,3	264,5	388,0
Autres produits pétroliers	51,4	82,4	60,0	47,8	68,0	145,2
Biens intermédiaires	691,7	834,8	861,8	837,8	1 056,2	1 495,1
Biens d'équipement	867,1	860,6	1 058,6	893,8	983,7	1 293,7
Matériels de transport	261,6	335,6	390,6	277,2	286,4	493,1
Matériels & moteurs	384,5	348,7	425,1	377,4	467,4	558,0
Autres	221,0	176,3	243,0	239,1	229,9	242,6
Autres biens	524,5	598,2	559,8	587,7	654,4	735,3
IMPORTATIONS FOB AJUSTEES	3 476,1	4 033,0	4 281,2	4 020,3	4 707,2	6 741,4
Fret et assurances	429,6	470,6	510,3	489,3	694,1	824,7
IMPORTATIONS CAF AJUSTEES	3 905,8	4 503,6	4 791,5	4 509,6	5 401,2	7 566,1

Sources : BCEAO/ANSD

Encadré 4 : Ajustement des données du Commerce extérieur

Les données nécessaires à l'élaboration de la balance des paiements sont tirées de plusieurs sources notamment, les statistiques du commerce international des biens, les enquêtes auprès des entreprises et les données fournies par les partenaires économiques et financiers.

Les Statistiques du Commerce International de Marchandises (SCIM) sont les principales sources d'informations sur les produits échangés (importation et exportation). Elles peuvent être établies sur la base du commerce spécial ou général. Le second système est recommandé, aux fins des statistiques des comptes internationaux, en ce qu'il retrace les mouvements des biens qui entrent sur le territoire économique, y compris dans les entrepôts de douane et dans les zones franches. Pour une meilleure appréciation des échanges sur les principaux produits importés et exportés, les informations sont complétées par les données recueillies auprès des opérateurs économiques.

En effet, les données fournies par la Douane font état du mouvement physique des biens qui franchissent la frontière, tandis que pour la balance des paiements, les transactions sur marchandises générales sont enregistrées à la date de transfert de propriété aux prix du marché. Les biens sont considérés comme changeant de propriétaire lorsque les parties comptabilisent les biens dans leurs livres comme actifs réels et apportent les modifications correspondantes à leurs actifs et passifs financiers.

La disponibilité des différentes informations permet de procéder à des ajustements pour répondre à la méthodologie d'établissement de la balance des paiements, en termes de champ couvert, de transfert de propriété et d'évaluation des transactions.

Ajustements de champ couvert : les statistiques du commerce extérieur sont ajustées des données du commerce frontalier ainsi que des estimations des services douaniers sur le commerce frauduleux. Par ailleurs, un reclassement des exportations d'or non monétaire est effectué pour tenir compte de l'exclusion de ce produit du champ des marchandises générales, conformément à la méthodologie de la sixième édition du manuel de la balance des paiements.

Ajustements de chronologie : ils sont fondés sur le fait que les transactions enregistrées sont celles effectivement comptabilisées par les entreprises au cours de l'année, la date de chaque opération étant celle du transfert de propriété des marchandises entre l'exportateur et l'importateur. L'ajustement de chronologie permet de corriger l'écart issu des décalages entre les dates d'enregistrement de certaines transactions respectivement par les services douaniers et les opérateurs.

Ajustements de valeur : un problème d'évaluation se pose dans certains cas, en raison notamment de l'utilisation de valeurs spécifiques dans les statistiques douanières, dans la mesure où de telles valeurs peuvent être différentes de celles obtenues en appliquant les prix de marché qui doivent être retenus pour la valorisation des marchandises en balance des paiements.

En pratique, pour chaque produit, le prix du marché est obtenu à partir d'une moyenne pondérée des prix déclarés par les opérateurs. L'écart entre le prix de marché et celui résultant des statistiques douanières, appliqué aux quantités déclarées par la douane pour chaque produit concerné permet d'obtenir le montant de l'ajustement à effectuer sur les valeurs douanières.

I.2- BALANCE DES SERVICES

La balance des services a été caractérisée, en 2022, par la poursuite de l'accélération du développement des projets d'hydrocarbures, le renchérissement du fret et le dynamisme du secteur touristique. Dans ce contexte, le déficit de la balance des services s'est accru de 10,4% pour s'établir à 1.530,6 Mds contre 1.386,4 Mds en 2021. Cette évolution est attribuable à la dégradation des postes "autres services" (-1.017,9 Mds contre -897,0 Mds), en relation avec l'accroissement des importations de services nécessaires au développement des projets pétroliers et gaziers, et à l'alourdissement du fret (-712,6 Mds contre -590,2 Mds), en liaison avec la progression des importations de marchandises.

Il convient néanmoins de relever que les recettes nettes du poste "voyage" ont connu une nette amélioration pour se situer à 231,4 Mds contre 120,9 Mds en 2021. Le secteur touristique ayant retrouvé son plein potentiel, le niveau enregistré est supérieur à ceux réalisés avant la pandémie de la Covid-19.

Tableau 10 : Evolution des principaux soldes de la balance des services (en milliards de FCFA)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Services	-119,4	-153,7	-265,9	-1 017,2	-1 386,4	-1 530,6
Transport	-390,2	-429,6	-452,9	-393,5	-610,4	-744,2
<i>dont Fret</i>	<i>-345,7</i>	<i>-387,9</i>	<i>-417,1</i>	<i>-403,4</i>	<i>-590,2</i>	<i>-712,6</i>
Voyage	154,2	181,0	200,3	41,8	120,9	231,4
Autres services	116,6	94,9	-13,3	-665,5	-896,8	-1 017,8

Source : BCEAO

I.2.1. Transport

Au titre des services de transport, le déficit est passé de 610,3 Mds en 2021 à 743,9 Mds, soit une dégradation de 133,6 Mds attribuable à l'augmentation des déficits du fret et du transport passagers. Ces évolutions sont expliquées principalement par les effets de la hausse soutenue des importations et du redressement de l'activité touristique.

Tableau 11 : Evolution des services de transports (en milliards de FCFA)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Transport	-390,6	-429,9	-453,2	-393,8	-610,2	-743,9
Passagers	-53,1	-51,3	-46,7	0,6	-35,8	-48,5
Fret (net)	-345,7	-387,9	-417,1	-403,4	-590,2	-712,6
Autres activités connexes	8,3	9,3	10,5	9,1	15,8	17,2

Source : BCEAO

I.2.2. Voyage

En 2022, le poste "voyage" a bénéficié de la levée totale des restrictions de déplacement instaurées lors de la crise de la Covid-19 entraînant ainsi une consolidation de la reprise de l'activité du secteur. L'excédent du poste "voyage" s'est ainsi amélioré aussi bien pour le tourisme de loisirs que pour le tourisme à vocation professionnelle.

Tableau 12 : Evolution du poste voyage (en milliards de FCFA)

Années	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Voyages	154,2	181,0	200,3	41,8	120,9	231,4
A titre professionnel						
recettes	48,6	55,9	60,2	17,2	40,9	75,2
dépenses	43,1	44,2	47,9	3,8	32,7	51,2
A titre personnel						
recettes	195,3	219,7	242,1	53,5	158,5	260,0
dépenses	46,6	50,6	54,0	25,1	45,8	52,6

Source : BCEAO

I.2.3. Autres services

Au cours de la période sous revue, le solde du compte des “autres services” est ressorti déficitaire à -1.017,9 Mds contre -897,0 Mds en 2021. L’aggravation du déficit est imputable essentiellement aux dépenses effectuées au titre des autres services aux entreprises (-758,8 Mds contre -705,4 Mds) et des services de construction (-252,8 Mds contre -208,1 Mds), en rapport avec le développement des projets pétroliers et gaziers. A cet effet, les dépenses occasionnées ont entraîné une progression de la facture des autres services aux entreprises (+53,4 Mds), des services de construction (+44,7 Mds) et des services d’assurance et de retraite (+54,2 Mds), en relation notamment avec les importations de biens et services.

L’excédent du compte des services de télécommunications (60,0 Mds contre 24,0 Mds) s’est consolidé alors que celui des biens et services des administrations et autres (88,7 Mds contre 94,5 Mds) a légèrement fléchi en liaison avec la baisse des services liés à la propriété intellectuelle.

Tableau 13 : Evolution du solde des autres services (en milliards de FCFA)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Autres services	116,6	94,9	-13,3	-665,5	-896,8	-1 017,8
Travaux de construction	17,1	22,4	20,2	-153,3	-133,1	-252,8
Services d’assurance et de retraite	-63,8	-65,6	-69,3	-61,8	-98,7	-152,9
Services financiers	-0,6	0,5	0,8	0,5	-3,4	-2,2
Services des télécommunications	62,3	45,2	30,1	5,0	24,0	60,0
Autres services aux entreprises	22,4	8,8	-83,0	-538,5	-766,6	-758,8
Biens et services des administrations non considérés ailleurs	79,2	83,6	87,8	82,6	80,9	88,9

Source : BCEAO

I.3. COMPTE DE REVENU PRIMAIRE

Le compte de revenu primaire enregistre les revenus tirés de la production, en particulier les rémunérations des salariés entre résidents et non résidents, les revenus d’investissement ainsi que les autres revenus primaires (loyers, impôts et subventions sur les produits et la production). Structurellement déficitaire, le solde du compte de revenu primaire s’est nettement dégradé en 2022 de 190,8 Mds pour se situer à -558,3 Mds contre -367,6 Mds en 2021, sous l’effet notamment de l’augmentation du déficit des revenus des investissements (-663,2 Mds contre

-452,3 Mds), en relation avec les intérêts dus au titre des capitaux investis dans le développement des projets pétroliers et gaziers et la hausse des dividendes distribués, notamment dans le secteur des télécommunications, des services portuaires et des industries manufacturières. Le compte de revenu primaire s'est également ressenti de la hausse des intérêts dus au titre de la dette extérieure publique.

Tableau 14 : Evolution des soldes du compte de revenu primaire (en milliards de FCFA)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Revenu primaire	-341,0	-333,8	-383,8	-340,9	-367,6	-558,3
Rémunération des salariés	59,2	60,0	69,1	73,9	75,5	94,8
Revenus des investissements	-405,2	-401,3	-460,9	-422,7	-452,3	-663,2
<i>Intérêts sur la dette publique</i>	<i>178,3</i>	<i>210,3</i>	<i>232,9</i>	<i>251,8</i>	<i>254,1</i>	<i>322,8</i>
Autres revenus primaires	5,1	7,5	8,1	7,8	9,2	10,0

Source : BCEAO

En ce qui concerne spécifiquement les revenus des investissements directs, son solde déficitaire s'est dégradé sous l'effet des charges nets d'intérêts sur la dette extérieure (-14,1 Mds) et des dividendes distribués (-73,6 Mds). De même, le déficit des revenus des autres investissements et des investissements de portefeuille ont enregistré des hausses respectives de 53,0 Mds et de 70,2 Mds en 2021. Ces dernières évolutions reflètent celles des intérêts sur la dette extérieure publique et privée.

I.4- COMPTE DE REVENU SECONDAIRE

L'excédent du compte de revenu secondaire est ressorti à 1.642,0 Mds contre 1.571,4 Mds en 2021, du fait de la consolidation des envois de fonds des migrants (+132,6 Mds), dans un contexte de ralentissement du coût de la vie dans les principaux pays émetteurs. Les transferts courants au profit de l'Etat (aides budgétaires) se sont redressés au cours de la période sous-revue (23,4 Mds contre 17,1 Mds), après la baisse enregistrée en 2021 qui a suivi la progression exceptionnelle intervenue en 2020.

Tableau 15 : Evolution des revenus secondaires (en milliards de FCFA)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Revenu secondaire	1 142,2	1 143,5	1 225,3	1 435,4	1 571,4	1 642,0
Administrations publiques	45,3	34,7	-11,8	168,0	-11,5	-26,4
Aides budgétaires	49,4	19,5	16,7	194,7	17,1	23,4
Autres secteurs	1 096,9	1 108,8	1 237,1	1 267,5	1 582,9	1 668,4
Envois de fonds des travailleurs	950,9	959,6	1 086,8	1 123,2	1 420,5	1 553,1

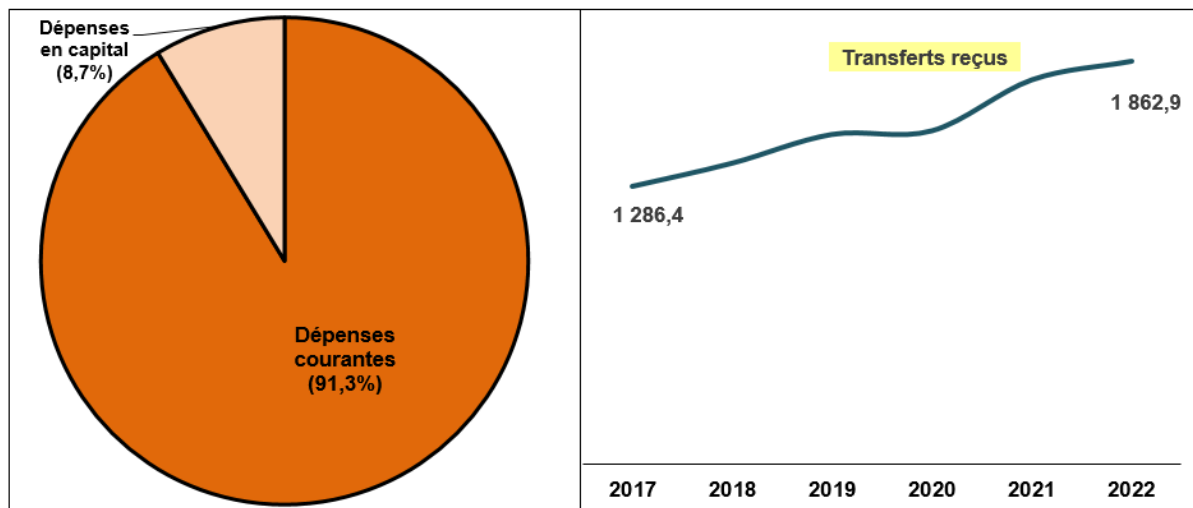
Source : BCEAO

L'analyse par motifs économiques des transferts des migrants fait ressortir la prépondérance des dépenses courantes orientées vers la consommation (91,3% des flux entrants). Les transferts reçus sont évalués à 1.700,8 Mds contre 1.622,9 Mds, soit une progression de 4,8% contre 15,2% en 2021.

En référence à l'origine, le continent européen demeure la première zone d'émission des envois de fonds des migrants avec une part prépondérante de la France, de l'Italie et de l'Espagne, qui concentrent plus de 60% du total des transferts émis. Dans la sous-région ouest africaine, la Côte d'Ivoire pourvoit près de 28% des montants reçus (9,8 Mds).

La progression observée est en relation avec la consolidation de l'activité économique mondiale à la suite de la reprise observée en 2021.

Graphique 10 : Evolution et répartition des transferts (en Mds)



Source : BCEAO

II. COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital enregistre les transferts en capital ainsi que les acquisitions et cessions d'actifs non financiers, non produits. Le solde du compte de capital est ressorti à 123,1 Mds contre 122,3 Mds en 2021, en légère amélioration de 0,8 Md, en lien avec l'accroissement des transferts en capital au profit des administrations publiques. Les principaux bailleurs de fonds sont les Etats-Unis (45,0 Mds), la France (32,3 Mds), l'Allemagne (28,7 Mds) et la Banque Mondiale (9,5 Mds).

Tableau 16 : Evolution du compte de capital (en milliards de FCFA)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Compte de capital	223,6	244,7	216,6	138,9	122,3	123,1
Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	-2,1	-3,0	-3,1	-3,1	-4,0	-4,1
Transferts de capital	225,8	247,8	219,7	142,0	126,3	127,2
Administrations publiques	217,0	237,0	207,9	129,8	113,5	122,4
Autres transferts de capital	215,0	237,0	207,9	129,8	113,5	122,4
Autres secteurs	8,8	10,8	11,8	12,2	12,8	4,8

Source : BCEAO

Au total, le solde des transactions courantes et en capital cumulé (besoin de financement) est passé de 1.722,8 Mds en 2021 à 3.334,0 Mds. La progression du besoin de financement résulte de l'accroissement du déficit courant (+1.612,0 Mds), en particulier celui du compte de biens (+1.347,6 Mds), au moment où, l'excédent du compte de capital est resté relativement stable. Le besoin de financement a été couvert par des mobilisations de capitaux à l'étranger.

III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier, présenté selon l'optique analytique de la BCEAO, retrace les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets de passifs vis-à-vis des non-résidents. Il décrit comment le besoin (la capacité) de financement de l'économie a été couvert (utilisée) par des mobilisations de capitaux (investissement) à l'étranger par le secteur non bancaire. Dans le cas d'un besoin de financement, il permet d'apprécier la capacité d'autofinancement du secteur public et privé non bancaire.

Au titre de l'année 2022, le financement extérieur non monétaire mobilisé est ressorti en nette hausse de 75,4% pour s'établir à 3.264,4 Mds contre 1.860,9 Mds en 2021. Les mobilisations ont été effectuées sous divers instruments, notamment les investissements directs étrangers (IDE, 1.783,1 Mds contre 1.406,5 Mds), les investissements de portefeuille (528,3 Mds contre 562,2 Mds) et les autres investissements (960,6 Mds contre -107,9 Mds). En particulier, la bonne tenue des financements au titre des autres investissements est liée aux mobilisations de l'Etat, sous forme de tirages sur des prêts adossés à des projets et programmes, et du secteur privé, à travers des prêts bancaires et le recours à des crédits commerciaux.

S'agissant des IDE, la consolidation observée par rapport à l'année précédente est imputable à l'augmentation des IDE sous forme d'instruments de dette (1.550,4 Mds contre 1.199,3 Mds) observée notamment dans le cadre du financement des projets d'hydrocarbures. Des investissements directs sont également notés dans les secteurs bancaire et hôtelier ainsi que dans les industries minières.

Tableau 17 : Evolution du compte financier (en milliards de FCFA)

	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Compte financier	-775,8	-1 508,1	-1 036,9	-1 295,6	-1 860,9	-3 272,0
Investissement direct	-293,7	-441,6	-582,6	-1 005,2	-1 406,5	-1 783,1
Investissements de portefeuille	-524,7	-858,9	-60,8	-298,8	-562,2	-528,3
Dérivées financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres investissements	42,6	-207,6	-393,5	8,4	107,9	-960,6

Source : BCEAO

En ce qui concerne les investissements de portefeuille, une légère baisse des mobilisations a été enregistrée en 2022, en relation avec l'évolution des emprunts obligataires de l'Etat sur le marché financier sous-régional (273,8 contre 565,9 Mds). Il convient néanmoins de souligner que des entreprises privées ont levé sur le marché obligataire sous-régional, un montant de 261,5 Mds pour le financement de projets de développement.

Encadré 5 : Présentation monétaire de la balance des paiements

La présentation monétaire permet de mettre en évidence le lien entre la balance des paiements et les statistiques monétaires et financières (balance des paiements optique BCEAO). La balance des paiements identifie les transactions des institutions de dépôts (Banque Centrale et Autres Institutions de Dépôts) qui sont égales aux actifs et passifs extérieurs des mêmes entités, tels que enregistrés dans les statistiques monétaires et financières (Actifs Extérieurs Nets).

Cette approche permet d'analyser les effets des transactions économiques et financières internationales des agents économiques, autres que les institutions de dépôts, sur les agrégats monétaires.

Les transactions financières des institutions de dépôts peuvent être exprimées comme suit :

$$\Delta AEN + \Delta CI + \Delta AT = \Delta M \quad (1)$$

Avec : **AEN** = opérations sur actifs et passifs extérieurs des institutions de dépôts ; **CI** = créances intérieures ; **M** = monnaie au sens large (passifs) et **AT** = autres transactions (nettes) vis-à-vis des résidents.

L'identification des opérations des institutions de dépôts dans la balance des paiements conduit à l'égalité suivante :

$$\Delta AEN = - ETN \quad (2)$$

Avec : **ETN** = transactions non financières de la balance des paiements et transactions sur actifs et passifs extérieurs des secteurs autre que celui des institutions de dépôts.

En combinant les équations (1) et (2), le lien entre les évolutions de la masse monétaire au sens large et les transactions de la balance des paiements des secteurs, autre que celui des institutions de dépôts, peut être exprimé comme suit :

$$\Delta M = - ETN + \Delta CI + \Delta AT \quad (3)$$

En pratique, en utilisant les données de la balance des paiements au titre de l'année 2022, on peut calculer les éléments de l'égalité (2).

ΔAEN (-62,2 Mds) :

Variation des AEN de la BC (-239,7 Mds)
+ Variation des AEN des AID (+185,1 Mds).
+ Réévaluation (-7,6 Mds)

- ETN (-62,2 Mds) :

= - Solde du compte courant (-3.457,1 Mds)
- Solde du compte de capital (+123,1 Mds)
+ Solde du compte financier (-3.264,4 Mds)
- Erreur et omissions nettes (+7,4 Mds)

Bibliographie :

Louis Bê Duc, Frank Mayerlen and Pierre Sola, The Monetary Presentation of the Euro Area Balance of Payments, European Central Bank Occasional Paper No. 96 (September 2008).

Balance of payments and international investment position manual, Washington, D.C. : IMF, 2009.

IV. CAPITAUX MONETAIRES

IV.1- Avoirs et engagements des autres institutions de dépôts (AID)

A fin décembre 2022, les actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts se sont établies à 859,6 Mds contre 674,5 Mds comparativement à l'année précédente, soit une progression de 185,1 Mds. Cette évolution est imputable à une consolidation de 362,4 Mds des créances des AID sur les non-résidents, atténuée toutefois par l'augmentation des engagements extérieurs de 177,4 Mds.

S'agissant des créances sur les non-résidents, leur progression est expliquée principalement par l'évolution du poste "titres autres qu'actions" (+250,6 Mds), en relation avec les acquisitions par les banques sénégalaises des titres publics émis par les autres Etats de l'Union.

L'augmentation des engagements extérieurs est, quant à elle, expliquée par l'évolution des dépôts des non-résidents (+202,8 Mds) dans les livres des établissements de crédit.

Tableau 18 : Evolution des avoirs et des engagements des autres institutions de dépôts (en Mds FCFA)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Créances sur les non-résidents	1 241,1	1 451,7	1 245,2	1 446,9	1 670,0	2 032,5
Engagements extérieurs	733,4	799	743,7	736,1	995,5	1 172,9
Actifs Extérieurs Nets	507,7	652,7	501,5	710,9	674,5	859,6

Source : BCEAO

IV.2- Avoirs et engagements de la Banque Centrale

Les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont établis à 1.100,7 Mds, en baisse de 245,3 Mds comparativement à l'année précédente (compte non tenu des flux non transactionnels). Cette variation est expliquée par la diminution des créances sur les non-résidents et par la progression des engagements extérieurs de la Banque Centrale.

Tableau 19 : Evolution du stock des avoirs et engagements de la Banque Centrale (en Mds FCFA)

Rubriques	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Avoirs	1 034,4	1 417,0	1 736,6	1 673,0	2 459,3	2 409,1
Avoirs officiels de réserve	35,3	43,0	37,6	260,0	669,4	263,5
Autres actifs extérieurs	999,1	1 374,0	1 698,9	1 413,0	1 789,9	2 145,6
Engagements	245,4	245,8	265,3	503,6	1 113,3	1 308,4
Engagements extérieurs à court terme	34,0	15,4	2,6	251,3	367,7	611,6
Autres engagements extérieurs	211,4	230,4	262,8	252,3	743,6	696,7
Actifs Extérieurs Nets	789,0	1 171,2	1 471,3	1 169,4	1 346,0	1 100,7

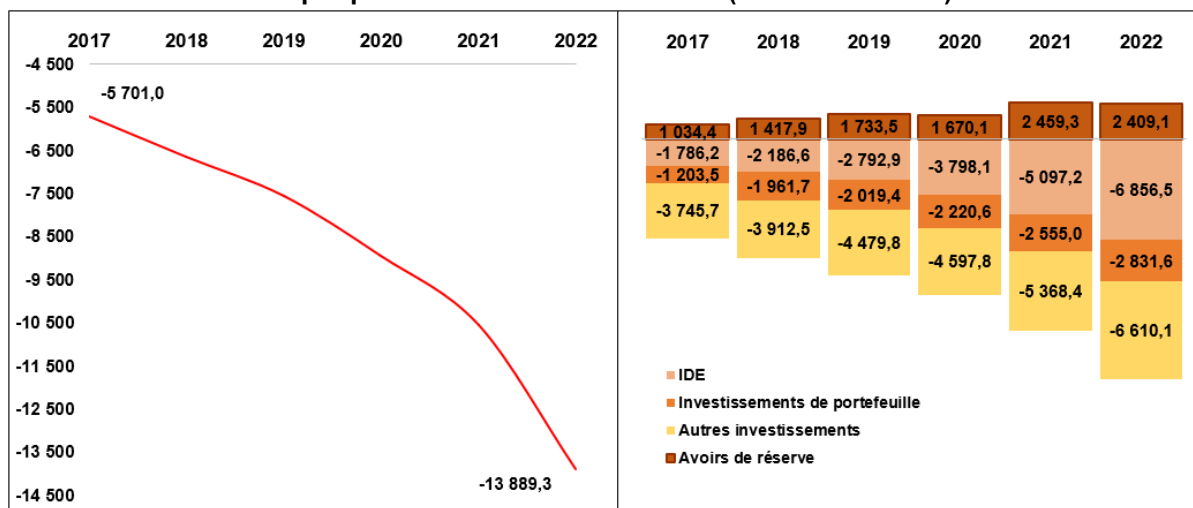
Source : BCEAO

Évalué suivant l'optique des actifs extérieurs nets du système monétaire, le solde global de la balance des paiements ressort en déficit de 62,2 Mds contre un excédent de 144,5 Mds, un an plus tôt, à la faveur d'un repli des actifs extérieurs nets de la BCEAO (-245,3 Mds). Les actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôts s'étant améliorés (+185,1 Mds) au cours de la période sous-revue.

V. POSITION EXTERIEURE GLOBALE (PEG)

La Position Extérieure Globale (PEG) retrace, à une date d'arrêt, la valeur des avoirs de l'économie sur le reste du monde et celle des passifs financiers de l'économie à l'égard des entités non résidentes. Pour sa part, la Position Extérieure Globale Nette (PEGN), différence entre les actifs et les passifs financiers extérieurs, nette des autres flux, indique la position du pays (créditrice ou débitrice nette) vis-à-vis du reste du monde.

Graphique 11 : Evolution de la PEGN (en Mds de FCFA)



Source : BCEAO

La PEGN est ressortie débitrice à 13.889,3 Mds contre 10.561,3 Mds un an plus tôt, soit une dégradation de 3.327,9 Mds, reflétant le financement du solde des opérations non financières. Cette variation traduit une augmentation plus importante des engagements (+3.842,8 Mds) que des avoirs (+514,3 Mds).

L'accroissement des engagements est lié aux capitaux mobilisés au titre des IDE (+1.801,1 Mds), des investissements de portefeuille (+545,7 Mds) et des autres investissements (+1.495,5 Mds). L'évolution des avoirs s'explique, quant à elle, par l'accroissement simultané des investissements directs (+41,7 Mds), des investissements de portefeuille (+269,1 Mds), des autres investissements (+253,8 Mds) ainsi que par une diminution des avoirs de réserve (-50,2 Mds).

Au total, la dégradation de la PEG reflète, pour l'essentiel, l'augmentation des engagements nets au titre des investissements directs (+1.759,4 Mds), des investissements de portefeuille (+279,6 Mds) et des autres investissements (+1.241,7 Mds) ainsi qu'une baisse des avoirs de réserve de 50,2 Mds.

=====

CONCLUSION

Les tensions sur les marchés des matières premières consécutives au conflit russo-ukrainien ont ponctué l'année 2022, entraînant un renchérissement significatif des importations du Sénégal. En dépit d'un dynamisme des exportations, du fait de la hausse des prix internationaux, l'impact global des perturbations de l'économie mondiale sur la balance commerciale du Sénégal a été négatif. A ce titre, le déficit du compte de biens s'est nettement accru, passant de 10,9% à 17,4% du PIB, pour s'établir à 3.010,1 Mds. Suivant le même profil, le déficit du compte des services est resté élevé (-1.530,6 Mds), en relation avec la poursuite du développement des projets d'hydrocarbures et l'alourdissement de la facture de fret. Dans ce contexte, le déficit du compte des transactions courantes de la balance des paiements s'est dégradé de 8,0 points de pourcentage pour se situer à 20,0% du PIB.

Les financements sous forme d'investissements directs étrangers, mobilisés dans le cadre du développement des projets pétrolier et gazier, d'investissements de portefeuille, à travers les capitaux levés sur le marché financier régional par l'Etat et les entreprises privées, et des autres investissements, réalisés avec le concours d'autres bailleurs étrangers, ont permis d'assurer un financement adéquat de la balance des paiements. Le solde global est néanmoins ressorti déficitaire à 62,2 Mds.

L'analyse des comptes extérieurs au titre de l'année 2022 témoigne ainsi de la vulnérabilité de l'économie sénégalaise, malgré sa capacité à mobiliser des capitaux pour le financement du déficit des opérations non financières. La multiplicité des tensions géopolitiques sur la scène internationale (crise russo-ukrainienne, sanctions de la CEDEAO à l'encontre du Mali, etc.) et leur impact sur les performances économiques du Sénégal requièrent l'adoption de mesures nouvelles pour résorber sensiblement le déficit du compte des transactions courantes. En outre, la question de la viabilité du compte courant et celle de la soutenabilité de la position extérieure globale nette devraient être examinées avec priorité, pour inverser la tendance observée depuis ces trois dernières années.

Les actions visant le renforcement de l'offre exportable et la consolidation des débouchés vers le marché africain, principale destination des exportations sénégalaises, devraient ainsi être poursuivies en vue de réduire graduellement le déficit de la balance commerciale et, in fine, la position débitrice du Sénégal vis-à-vis des entités non-résidentes.

En perspective de la mise en place de la Zone de Libre-Echange Continentale Africaine, le Sénégal pourrait d'ores et déjà valoriser les produits pour lesquels il dispose d'avantages comparatifs afin de se positionner sur le continent africain et d'y élargir ses parts de marché. Par ailleurs, la substitution des importations de produits alimentaires, particulièrement des céréales non transformées (riz, blé, etc.), devrait s'ériger en priorité pour assurer l'atténuation du déficit commercial.

Enfin, l'inscription prochaine du Sénégal sur la liste des pays producteurs et exportateurs de pétrole et de gaz devrait contribuer à réduire sensiblement le déficit du compte courant sur le moyen terme. Toutefois, la transformation structurelle de l'économie et l'augmentation de la valeur ajoutée des produits destinés à l'exportation combinées à un fléchissement des importations s'avèrent être un impératif pour améliorer les comptes extérieurs du Sénégal.

ANNEXES

Balance des Paiements
Fréquence : Annuelle
Année : 2022

		2021			2022			
Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	
1.0	100000_1_B_N_N_E	. Compte des transactions courantes	5 906 497,3	7 751 574,0	-1 845 076,6	6 918 644,9	10 375 753,5	-3 457 108,6
1.A	011000_1_B_N_N_E	. - Biens et services	3 759 465,3	6 808 292,0	-3 048 826,7	4 626 998,1	9 167 749,1	-4 540 751,0
1.A.a	110000_1_B_N_N_E	. - - - - Biens	3 044 686,4	4 707 159,2	-1 662 472,8	3 731 252,4	6 741 399,2	-3 010 146,8
1.A.a.1	111000_1_B_N_N_E	. - - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	2 436 954,8	4 707 159,2	-2 270 204,5	3 077 481,4	6 741 398,2	-3 663 916,8
1.A.a.1.1	11100z_1_B_N_N_E	. - - - - - - Dont : Réexportations	28 154,3	0,0	28 154,3	40 138,2	0,0	40 138,2
1.A.a.2	112000_1_B_N_N_E	. - - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	3 521,3	0,0	3 521,3	3 857,7	0,0	3 857,7
1.A.a.2.1	112100_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.a.2.2	112200_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	3 521,3	0,0	3 521,3	3 857,7	0,0	3 857,7
1.A.a.3	113000_1_B_N_N_E	. - - - - - Or non monétaire	604 210,3	0,0	604 210,3	649 913,4	1,0	649 912,4
1.A.b	120000_1_B_N_N_E	. - - - - Services	714 778,9	2 101 132,7	-1 386 353,8	895 745,7	2 426 349,9	-1 530 604,2
1.A.b.1	121000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	1 354,1	945,1	409,0	1 514,2	802,5	711,7
1.A.b.1.1	121100_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.1.2	121200_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	1 354,1	945,1	409,0	1 514,2	802,5	711,7
1.A.b.2	122000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	1 085,4	9 024,5	-7 939,1	1 129,3	13 005,9	-11 876,6
1.A.b.3	123000_1_B_N_N_E	. - - - - - Transport	105 533,7	715 851,5	-610 317,8	120 381,3	864 427,5	-744 046,2
1.A.b.3.0	123100_1_B_N_N_E	. - - - - - Pour tous les modes de transports	105 171,4	715 364,9	-610 193,5	119 988,8	863 913,0	-743 924,2
1.A.b.3.0.1	123100_1_B_N_N_E	. - - - - - - Voyageurs	31 159,4	66 935,8	-35 776,5	42 139,9	90 671,3	-48 531,4
1.A.b.3.0.1.1	123110_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	732,8	0,0	732,8	745,2	0,0	745,2
1.A.b.3.0.2	12311z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Fret	49 922,9	640 098,0	-590 175,1	51 547,4	764 176,5	-712 629,1
1.A.b.3.0.3	123120_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres	24 089,1	8 331,0	15 758,1	26 301,5	9 065,3	17 236,2
1.A.b.3.1	123130_1_B_N_N_E	. - - - - - - Transports maritimes	14 354,5	621 315,9	-606 961,5	15 206,2	725 967,6	-710 761,4
1.A.b.3.1.1	123200_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	1 373,7	0,0	1 373,7	1 405,6	0,0	1 405,6
1.A.b.3.1.1.1	123210_1_B_N_N_E	. - - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.1.2	12321z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - - Fret	1 657,2	621 315,9	-619 658,7	1 705,3	725 967,6	-724 262,3
1.A.b.3.1.3	123220_1_B_N_N_E	. - - - - - - - - Autres	11 323,6	0,0	11 323,6	12 095,3	0,0	12 095,3
1.A.b.3.2	123230_1_B_N_N_E	. - - - - - - Transports aériens	28 738,8	66 381,0	-37 642,2	38 079,5	97 335,2	-59 255,7
1.A.b.3.2.1	123300_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	22 982,6	53 060,8	-30 078,2	32 158,6	73 204,3	-51 045,7
1.A.b.3.2.1.1	123310_1_B_N_N_E	. - - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.3.2.2	12331z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - - Fret	2 534,6	10 257,4	-7 722,8	2 615,3	19 025,3	-8 410,0
1.A.b.3.2.3	123320_1_B_N_N_E	. - - - - - - - - Autres	3 221,6	3 062,9	158,7	3 305,6	3 105,6	200,0
1.A.b.3.3	123330_1_B_N_N_E	. - - - - - - Autres modes de transport	62 078,1	27 667,9	34 410,2	66 703,1	42 610,2	24 092,9
1.A.b.3.3.1	123400_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Voyageurs	6 803,0	13 875,1	-7 072,0	8 575,7	17 467,0	-8 891,3
1.A.b.3.3.1.1	123410_1_B_N_N_E	. - - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	732,8	0,0	732,8	745,2	0,0	745,2
1.A.b.3.3.2	12341z_1_B_N_N_E	. - - - - - - - - Fret	45 731,1	8 524,7	37 206,4	47 226,8	19 183,5	28 043,3
1.A.b.3.3.3	123420_1_B_N_N_E	. - - - - - - - - Autres	9 544,0	5 268,2	4 275,8	10 900,6	5 959,7	4 940,9
1.A.b.3.4	123430_1_B_N_N_E	. - - - - - - Services postaux et services de messagerie	362,3	486,6	-124,3	392,5	514,5	-122,0
1.A.b.4	124000_1_B_N_N_E	. - - - - - Voyages	199 441,3	78 526,3	120 915,1	335 243,2	103 856,6	231 386,6
1.A.b.4.1	124100_1_B_N_N_E	. - - - - - À titre professionnel	40 910,8	32 694,5	8 216,4	75 216,3	51 213,5	24 002,8
1.A.b.4.1.1	124110_1_B_N_N_E	. - - - - - - Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.1.2	124120_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres	40 910,8	32 694,5	8 216,4	75 216,3	51 213,5	24 002,8
1.A.b.4.2	124200_1_B_N_N_E	. - - - - - À titre personnel	158 530,5	45 831,8	112 698,7	260 026,9	52 643,1	207 383,8
1.A.b.4.2.1	124210_1_B_N_N_E	. - - - - - - Santé	4 722,0	5 138,5	-416,6	7 502,3	5 413,5	2 088,8
1.A.b.4.2.2	124220_1_B_N_N_E	. - - - - - - Education	30 583,5	27 784,7	2 798,9	37 205,3	32 024,3	5 181,0
1.A.b.4.2.3	124230_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres	123 225,0	12 908,6	110 316,4	215 319,3	15 205,3	200 114,0
1.A.b.4.0	124000_1_B_N_N_E	. - - - - - Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.1	124011_1_B_N_N_E	. - - - - - - Biens	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.2	124021_1_B_N_N_E	. - - - - - - Services de transports locaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.3	124031_1_B_N_N_E	. - - - - - - Services d'hébergement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.4	124041_1_B_N_N_E	. - - - - - - Services de restauration	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5	124051_1_B_N_N_E	. - - - - - - - Autres services	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5.1	124z51_1_B_N_N_E	. - - - - - - - - Services de santé	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.4.0.5.2	124y51_1_B_N_N_E	. - - - - - - - - Services d'éducation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.5	125000_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction	36 347,2	169 411,1	-133 063,9	22 235,6	275 045,8	-252 810,2
1.A.b.5.1	125100_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction réalisés à l'étranger	21 366,3	169 411,1	-148 044,8	11 520,1	275 045,8	-263 525,7
1.A.b.5.2	125200_1_B_N_N_E	. - - - - - Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	14 980,9	0,0	-154 430,2	10 715,4	0,0	10 715,4
1.A.b.6	126000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services d'assurance et de retraite	12 208,6	110 870,5	-98 661,9	12 062,0	164 988,4	-152 926,5
1.A.b.6.1	126100_1_B_N_N_E	. - - - - - Assurance directe	6 152,2	101 757,5	-95 605,3	8 029,3	152 985,8	-144 956,5
1.A.b.6.2	126200_1_B_N_N_E	. - - - - - Réassurance	4 023,2	3 382,3	640,9	1 778,6	4 750,8	-2 972,2
1.A.b.6.3	126300_1_B_N_N_E	. - - - - - Services auxiliaires d'assurance	1 054,0	5 265,5	-4 211,4	1 161,8	6 729,6	-5 567,9
1.A.b.6.4	126400_1_B_N_N_E	. - - - - - Services de retraite et de garantie standardisée	979,2	465,2	514,0	1 092,4	522,3	570,1
1.A.b.7	127000_1_B_N_N_E	. - - - - - Services financiers	13 318,6	16 706,8	-3 388,1	14 289,4	16 449,6	-2 160,2

		2021			2022			
Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	
1.A.b.7.1	127100_1_B_N_N_E	Services financiers explicitement facturés et autres	13 318,6	16 706,8	-3 388,1	14 289,4	16 449,6	-2 160,2
1.A.b.7.2	127200_1_B_N_N_E	Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.A.b.8	128000_1_B_N_N_E	Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	3 475,7	5 718,4	-2 242,7	4 384,9	178,0	4 206,9
1.A.b.9	129000_1_B_N_N_E	Services de télécommunications, d'informatique et d'information	88 614,5	64 585,7	24 028,8	122 643,0	62 596,5	60 046,5
1.A.b.9.1	129100_1_B_N_N_E	Services de télécommunications	74 391,0	39 177,4	35 213,6	109 170,2	34 797,9	74 372,3
1.A.b.9.2	129200_1_B_N_N_E	Services d'informatique	6 191,8	13 832,5	-7 640,7	6 048,4	15 116,4	-9 068,0
1.A.b.9.3	129300_1_B_N_N_E	Services d'information	8 031,7	11 575,8	-3 544,1	7 424,5	12 682,2	-5 257,8
1.A.b.10	12A000_1_B_N_N_E	Autres services aux entreprises	118 489,2	885 131,5	-766 642,3	121 925,8	880 762,5	-758 836,7
1.A.b.10.1	12A100_1_B_N_N_E	Services de recherche-développement	858,8	58 675,3	-57 816,5	909,8	38 604,0	-37 694,2
1.A.b.10.2	12A200_1_B_N_N_E	Services spécialisés et services de conseil en gestion	106 787,4	55 808,3	50 979,1	110 351,8	57 046,2	53 305,5
1.A.b.10.3	12A300_1_B_N_N_E	Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	10 843,0	770 648,0	-759 804,9	10 664,3	785 112,3	-774 448,0
1.A.b.11	12B000_1_B_N_N_E	Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	4 064,9	8 004,2	-3 939,3	5 049,8	8 305,9	-3 256,2
1.A.b.11.1	12B100_1_B_N_N_E	Services audio-visuels et connexes	3 936,6	8 004,2	-4 067,5	4 930,0	8 305,9	-3 375,9
1.A.b.11.2	12B200_1_B_N_N_E	Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	128,3	0,0	128,3	119,7	0,0	119,7
1.A.b.12	12C000_1_B_N_N_E	Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	130 845,5	36 357,3	94 488,3	134 887,2	35 930,6	98 956,7
1.A.b.0.1	12D000_1_B_N_N_E	Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B	130000_1_B_N_AL_E	- - Revenu primaire	267 159,0	634 780,6	-367 621,6	338 310,6	896 644,5	-558 333,8
1.B.1	131000_1_B_N_AL_E	Rémunération des salariés	94 290,1	18 828,0	75 462,1	114 734,4	19 900,9	94 833,5
1.B.2	300000_3_B_N_AL_E	Revenus des investissements	163 356,2	615 645,4	-452 289,2	213 185,5	876 365,3	-663 179,8
1.B.2.1	310000_3_B_N_AL_E	Investissements directs	100 721,5	309 944,3	-209 222,8	134 994,9	461 892,5	-326 897,6
1.B.2.1.1	310000_3E_B_N_AL_E	Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	91 415,4	222 551,0	-131 135,6	123 579,4	328 299,8	-204 720,4
1.B.2.1.1.1	310000_3D_B_N_AL_E	Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	89 804,6	181 296,7	-91 492,1	119 923,8	261 308,4	-141 384,6
1.B.2.1.1.1.1	311110_3D_B_N_AL_E	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	80 280,0	169 712,3	-89 432,3	115 421,8	238 494,4	-123 072,6
1.B.2.1.1.1.2	311120_3D_B_N_AL_E	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	509,0	3 094,7	-2 585,7	0,0	12 486,5	-12 486,5
1.B.2.1.1.1.3	311130_3D_B_N_AL_E	Entre entreprises soeurs	9 015,6	8 489,7	525,9	4 502,0	10 327,5	-5 825,5
1.B.2.1.1.1.3.1	311131_3D_B_N_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.2	311132_3D_B_N_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.1.3.3	311133_3D_B_N_AL_E	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.2	310000_3R_B_N_AL_E	Bénéfices réinvestis	1 610,8	41 254,3	-39 643,5	3 655,6	66 991,4	-63 335,8
1.B.2.1.1.2.1	310000_3T_B_N_AL_E	Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.1.2.1.1	31100z_3_B_N_AL_E	Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2	310000_3I_B_N_AL_E	Intérêts	9 306,0	87 393,3	-78 087,3	11 415,5	133 592,7	-122 177,2
1.B.2.1.2.1	312100_3I_B_N_AL_E	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	8 394,0	85 106,3	-76 712,3	10 122,5	128 975,0	-118 852,6
1.B.2.1.2.2	312200_3I_B_N_AL_E	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	0,0	1 575,0	-1 575,0	0,0	69,4	-69,4
1.B.2.1.2.3	312300_3I_B_N_AL_E	Entre entreprises soeurs	912,0	712,0	200,0	1 293,0	4 548,3	-3 255,3
1.B.2.1.2.3.1	312310_3I_B_N_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3.2	312320_3I_B_N_AL_E	si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2.3.3	312330_3I_B_N_AL_E	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.1.2M	310000_3F_B_N_AL_E	Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.2	320000_3_B_N_AL_E	Investissements de portefeuille	54 559,4	123 459,9	-68 900,4	68 713,1	177 768,2	-109 055,1
1.B.2.2.1	320000_3E_B_N_AL_E	Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	4 328,8	45 207,5	-40 878,6	15 206,8	41 083,8	-25 877,1
1.B.2.2.1.1	321100_3D_B_N_AL_E	Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	3 099,2	43 959,2	-40 859,9	13 325,7	37 405,8	-24 080,0
1.B.2.2.1.2	321200_3P_B_N_AL_E	Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	1 229,6	1 248,3	-18,7	1 881,0	3 678,0	-1 797,0
1.B.2.2.1.2.1	321200_3D_B_N_AL_E	Dividendes	514,3	0,0	514,3	657,4	0,0	657,4
1.B.2.2.1.2.2	321200_3R_B_N_AL_E	Bénéfices réinvestis	715,3	1 248,3	-533,0	1 223,6	3 678,0	-2 454,4
1.B.2.2.2	320000_3I_B_N_AL_E	Intérêts	50 230,6	78 252,4	-28 021,8	53 506,4	136 684,4	-83 178,0
1.B.2.2.2.1	320000_3I_B_N_ST_E	À court terme	30 125,3	98,1	30 027,2	21 110,7	276,1	20 834,6
1.B.2.2.2.2	320000_3I_B_N_LT_E	À long terme	20 105,3	78 154,3	-58 049,0	32 395,7	136 408,3	-104 012,6
1.B.2.3	340000_3_B_N_AL_E	Autres investissements	8 075,3	182 241,2	-174 165,9	9 477,5	236 704,6	-227 227,1
1.B.2.3.1	340000_3D_B_N_AL_E	Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.3.2	340000_3I_B_N_AL_E	Intérêts	8 075,3	182 241,2	-174 165,9	9 477,5	236 704,6	-227 227,1

		2021			2022		
Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde
1.B.2.3.2M	340000_3F_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.3.3	340000_3P_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4	350000_3_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.1	350000_3E_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2	350000_3I_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.2.4.2M	350000_3F_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.3	132000_1_B_N_AL_E	9 512,7	307,2	9 205,5	10 390,7	378,2	10 012,5
1.B.3.1	132100_1_B_N_AL_E	8 215,3	0,0	8 215,3	9 005,3	0,0	9 005,3
1.B.3.2	132200_1_B_N_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.B.3.3	132300_1_B_N_AL_E	1 297,4	307,2	990,2	1 385,4	378,2	1 007,2
1.C	140000_2_B_AL_AL_E	1 879 873,1	308 501,4	1 571 371,6	1 953 336,1	311 359,9	1 641 976,2
1.C.1	140000_2_B_GG_AL_E	33 193,9	44 698,2	-11 504,3	44 346,7	70 735,3	-26 388,6
1.C.1.1	141000_2_B_GG_AL_E	8 025,3	0,0	8 025,3	12 625,6	0,0	12 625,6
1.C.1.1.1	14100z_2_B_GG_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.C.1.2	142000_2_B_GG_AL_E	160,3	9 512,5	-9 352,2	165,2	12 728,3	-12 563,1
1.C.1.2.1	14200z_2_B_GG_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.C.1.3	143000_2_B_GG_AL_E	0,0	2 280,4	-2 280,4	0,0	21 603,3	-21 603,3
1.C.1.4	144000_2_B_GG_AL_E	17 100,0	32 905,3	-15 805,3	23 420,0	36 403,7	-12 983,7
1.C.1.5	145000_2_B_GG_AL_E	7 908,3	0,0	7 908,3	8 135,9	0,0	8 135,9
1.C.1.5.1	14500z_2_B_GG_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.C.2	140000_2_B_OS_AL_E	1 846 679,2	263 803,2	1 582 875,9	1 908 989,4	240 624,6	1 668 364,8
1.C.2.1	146000_2_B_OS_AL_E	1 622 876,5	202 348,4	1 420 528,0	1 700 774,5	147 714,3	1 553 060,2
1.C.2.1.1	14600z_2_B_OS_AL_E	1 622 876,5	202 348,4	1 420 528,0	1 700 774,5	147 714,3	1 553 060,2
1.C.2.2	147000_2_B_OS_AL_E	223 802,7	61 454,8	162 347,9	208 214,9	92 910,3	115 304,6
1.C.2.0.1	141000_2_B_OS_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.C.2.0.2	142000_2_B_OS_AL_E	780,5	10 501,3	-9 720,8	872,9	11 051,3	-10 178,4
1.C.2.0.3	143000_2_B_OS_AL_E	3 512,3	65,1	3 447,2	3 810,0	60,2	3 749,7
1.C.2.0.4	148000_2_B_OS_AL_E	2 605,3	14 305,5	-11 700,2	1 834,9	16 821,5	-14 986,7
1.C.2.0.5	149000_2_B_OS_AL_E	1 402,3	4 528,3	-3 126,0	2 023,0	5 257,0	-3 233,9
1.C.2.0.6	144000_2_B_OS_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	19 688,7	-19 688,7
1.C.2.0.7	145000_2_B_OS_AL_E	215 502,3	32 054,6	183 447,7	199 674,2	40 031,6	159 642,6
1.C.2.0.7.1	14500z_2_B_OS_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1.C.3	14A000_2_B_OS_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2,0	200000_2_B_AL_AL_E	128 539,3	6 237,2	122 302,1	133 509,3	10 371,4	123 137,9
2,1	210000_2_B_AL_AL_E	0,0	4 021,9	-4 021,9	0,0	4 101,3	-4 101,3
2,2	220000_2_B_AL_AL_E	128 539,3	2 215,3	126 324,0	133 509,3	6 270,1	127 239,2
2.2.1	220000_2_B_GG_AL_E	113 510,0	0,0	113 510,0	122 430,0	0,0	122 430,0
2.2.1.1	221000_2_B_GG_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.1.2	222000_2_B_GG_AL_E	113 510,0	0,0	113 510,0	122 430,0	0,0	122 430,0
2.2.1.2.1	22200z_2_B_GG_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.2	220000_2_B_OS_AL_E	15 029,3	2 215,3	12 814,0	11 079,3	6 270,1	4 809,2
2.2.2.1	221000_2_B_OS_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.2.2	222000_2_B_OS_AL_E	15 029,3	2 215,3	12 814,0	11 079,3	6 270,1	4 809,2
2.2.2.2.1	22200z_2_B_OS_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.2.2.0.1	22000z_2_B_OS_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4,0	019000_B_B_AL_AL_E	6 035 036,6	7 757 811,2	-1 722 774,5	7 052 154,2	10 386 124,9	-3 333 970,7
3,0	300000_4_N_AL_AL_E	1 629 732,9	3 346 075,3	-1 716 342,3	527 247,4	3 853 798,7	-3 326 551,3
5,0	300000_4_N_AL_AL_E	1 629 732,9	3 346 075,3	-1 716 342,3	527 247,4	3 853 798,7	-3 326 551,3
3,1	310000_4_N_AL_AL_E	28 657,0	1 435 195,9	-1 406 538,9	43 728,9	1 826 789,8	-1 783 060,9
3.1.1	311000_4_N_AL_AL_E	20 221,3	227 419,5	-207 198,2	34 222,0	266 833,1	-232 611,1
3.1.1.1	311100_4_N_AL_AL_E	18 610,5	186 165,2	-167 554,7	30 566,4	199 841,7	-169 275,3
3.1.1.1.1	311110_4_N_AL_AL_E	14 749,2	184 049,7	-169 300,5	26 498,9	198 238,7	-171 739,8
3.1.1.1.2	311120_4_N_AL_AL_E	1 161,7	705,6	456,1	1 975,5	386,0	1 589,5
3.1.1.1.3	311130_4_N_AL_AL_E	2 699,6	1 409,9	1 289,7	2 092,0	1 217,0	875,0
3.1.1.1.3.1	311131_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.2	311132_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.1.1.3.3	311133_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.1.2	311000_4R_N_AL_AL_E	1 610,8	41 254,3	-39 643,5	3 655,6	66 991,4	-63 335,8
3.1.1.0.1	31100z_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.1.0.1.1	31100z_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

		2021			2022			
Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	
3.1.2	312000_4_N_AL_AL_E	---- Instruments de dette	8 435,7	1 207 776,4	-1 199 340,8	9 506,8	1 559 956,7	-1 550 449,9
3.1.2.1	312100_4_N_AL_AL_E	----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	5 663,7	1 198 063,4	-1 192 399,7	6 463,7	1 549 317,6	-1 542 853,9
3.1.2.2	312200_4_N_AL_AL_E	----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	1 813,8	8 500,8	-6 687,0	1 986,9	9 313,8	-7 326,9
3.1.2.3	312300_4_N_AL_AL_E	----- Entre entreprises soeurs	958,2	1 212,3	-254,1	1 056,3	1 325,3	-269,0
3.1.2.3.1	312310_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.2	312320_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.3.3	312330_4_N_AL_AL_E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0	31200z_4_N_AL_AL_E	----- Titres de créance :	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.1	31201z_4_N_AL_AL_E	----- Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.2	31202z_4_N_AL_AL_E	----- Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3	31203z_4_N_AL_AL_E	----- Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.1	31213z_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.2	31223z_4_N_AL_AL_E	----- si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.1.2.0.3.3	31233z_4_N_AL_AL_E	----- si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2	320000_4_N_AL_AL_E	-- Investissements de portefeuille	241 893,5	576 264,5	-334 371,0	269 182,8	545 471,2	-276 288,3
3.2.1	321000_4_N_AL_AL_E	---- Titres de participation et parts de fonds de placement	5 261,0	9 682,5	-4 421,5	3 537,0	9 477,8	-5 940,7
3.2.1.1	321000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.3	321000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.2	321000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	3 392,0	0,0	3 392,0	1 560,0	0,0	1 560,0
3.2.1.4	321000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	1 869,0	9 682,5	-7 813,5	1 977,0	9 477,8	-7 500,7
3.2.1.4.1	321000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	472,7	571,5	-98,7	472,7	571,5	-98,7
3.2.1.4.2	321000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	1 396,3	9 111,1	-7 714,8	1 504,3	8 906,3	-7 402,0
3.2.1.0.1	321100_4_N_AL_AL_E	----- Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.1	321110_4_N_AL_AL_E	----- Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.1.2	321120_4_N_AL_AL_E	----- Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2	321200_4_N_AL_AL_E	----- Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.1	321200_4R_N_AL_AL_E	----- Réinvestissement des bénéfices	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.1.0.2.2	32120z_4_N_AL_AL_E	----- Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.2	322000_4_N_AL_AL_E	---- Titres de créance	236 632,5	566 582,0	-329 949,5	265 645,8	535 993,4	-270 347,6
3.2.2.1	322000_4_N_CB_AL_E	----- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.1	322000_4_N_CB_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.2	322000_4_N_CB_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.9	322000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.9.1	322000_4_N_MA_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.2.1.9.2	322000_4_N_MA_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.2.2	322000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	224 427,0	0,0	224 427,0	250 485,0	0,0	250 485,0
3.2.2.2.1	322000_4_N_DT_ST_E	----- À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.2.2.2.2	322000_4_N_DT_LT_E	----- À long terme	224 427,0	0,0	224 427,0	250 485,0	0,0	250 485,0
3.2.2.3	322000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0,0	565 890,0	-565 890,0	0,0	273 780,0	-273 780,0
3.2.2.3.1	322000_4_N_GG_ST_E	----- À court terme	0,0	61 300,0	-61 300,0	0,0	62 950,0	-62 950,0
3.2.2.3.2	322000_4_N_GG_LT_E	----- À long terme	0,0	504 590,0	-504 590,0	0,0	210 830,0	-210 830,0
3.2.2.4	322000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	12 205,5	692,0	11 513,5	15 160,8	262 213,4	-247 052,6
3.2.2.4.0.1	322000_4_N_OS_ST_E	----- À court terme	5 845,6	395,5	5 450,1	6 646,6	402,5	6 244,1
3.2.2.4.0.2	322000_4_N_OS_LT_E	----- À long terme	6 359,9	296,5	6 063,4	8 514,2	261 810,9	-253 296,7
3.2.2.4.1	322000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	6 796,5	692,0	6 104,5	9 135,5	708,1	8 427,4
3.2.2.4.1.1	322000_4_N_FC_ST_E	----- À court terme	436,6	395,5	41,1	621,3	402,5	218,8
3.2.2.4.1.2	322000_4_N_FC_LT_E	----- À long terme	6 359,9	296,5	6 063,4	8 514,2	305,6	8 208,6
3.2.2.4.2	322000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	5 409,1	0,0	5 409,1	6 025,3	261 505,3	-255 480,0
3.2.2.4.2.1	322000_4_N_NC_ST_E	----- À court terme	5 409,1	0,0	5 409,1	6 025,3	0,0	6 025,3
3.2.2.4.2.2	322000_4_N_NC_LT_E	----- À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	261 505,3	-261 505,3
3.3	330000_4_N_AL_AL_E	-- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.1	330000_4_N_CB_AL_E	---- Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.1.9	330000_4_N_MA_AL_E	----- Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.2	330000_4_N_DT_AL_E	----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.3	330000_4_N_GG_AL_E	----- Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.4	330000_4_N_OS_AL_E	----- Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.4.1	330000_4_N_FC_AL_E	----- Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.4.2	330000_4_N_NC_AL_E	----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1	331000_4_N_AL_AL_E	----- Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.1	331100_4_N_AL_AL_E	----- Options	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.0.1.2	331200_4_N_AL_AL_E	----- Contrats à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.3.0.2	332000_4_N_AL_AL_E	----- Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

		2021			2022				
Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde		
3.4	340000_4_N_AL_AL_E	---	Autres investissements	591 169,4	1 334 614,8	-743 445,4	262 766,7	1 481 537,7	-1 218 771,0
3.4.1	341000_4_N_AL_AL_E	----	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2	342000_4_N_AL_AL_E	----	Monnaie fiduciaire et dépôts	207 873,6	248 675,6	-40 802,0	175 027,7	219 331,5	-44 303,8
3.4.2.1	342000_4_N_CB_AL_E	-----	Banque centrale	0,0	355,6	-355,6	0,0	16 571,5	-16 571,5
3.4.2.1.1	342000_4_N_CB_ST_E	-----	À court terme	0,0	355,6	-355,6	0,0	16 571,5	-16 571,5
3.4.2.1.2	342000_4_N_CB_LT_E	-----	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9	342000_4_N_MA_AL_E	-----	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.1	342000_4_N_MA_ST_E	-----	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.1.9.2	342000_4_N_MA_LT_E	-----	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2	342000_4_N_DT_AL_E	-----	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	17 607,0	248 320,0	-230 713,0	15 356,0	202 760,0	-187 404,0
3.4.2.2.0.1	34200z_4_N_DT_AL_E	-----	Dont: positions interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.2.1	342000_4_N_DT_ST_E	-----	À court terme	17 607,0	232 313,0	-214 706,0	14 447,0	201 670,0	-187 223,0
3.4.2.2.2	342000_4_N_DT_LT_E	-----	À long terme	0,0	16 007,0	-16 007,0	909,0	1 090,0	-181,0
3.4.2.3	342000_4_N_GG_AL_E	-----	Administrations publiques	1 524,3	0,0	1 524,3	1 524,3	0,0	1 524,3
3.4.2.3.1	342000_4_N_GG_ST_E	-----	À court terme	1 524,3	0,0	1 524,3	1 524,3	0,0	1 524,3
3.4.2.3.2	342000_4_N_GG_LT_E	-----	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4	342000_4_N_OS_AL_E	-----	Autres secteurs	188 742,3	0,0	188 742,3	158 147,4	0,0	158 147,4
3.4.2.4.0.1	342000_4_N_OS_ST_E	-----	À court terme	183 528,8	0,0	183 528,8	153 634,8	0,0	153 634,8
3.4.2.4.0.2	342000_4_N_OS_LT_E	-----	À long terme	5 213,5	0,0	5 213,5	4 512,6	0,0	4 512,6
3.4.2.4.1	342000_4_N_FC_AL_E	-----	Autres sociétés financières	1 325,3	0,0	1 325,3	1 602,3	0,0	1 602,3
3.4.2.4.1.1	342000_4_N_FC_ST_E	-----	À court terme	1 325,3	0,0	1 325,3	1 602,3	0,0	1 602,3
3.4.2.4.1.2	342000_4_N_FC_LT_E	-----	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.2.4.2	342000_4_N_NC_AL_E	-----	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	187 417,0	0,0	187 417,0	156 545,1	0,0	156 545,1
3.4.2.4.2.1	342000_4_N_NC_ST_E	-----	À court terme	182 203,5	0,0	182 203,5	152 032,5	0,0	152 032,5
3.4.2.4.2.2	342000_4_N_NC_LT_E	-----	À long terme	5 213,5	0,0	5 213,5	4 512,6	0,0	4 512,6
3.4.3	343000_4_N_AL_AL_E	----	Prêts	39 187,8	604 785,0	-565 597,2	156 673,7	1 017 662,0	-860 988,3
3.4.3.1	343000_4_N_CB_AL_E	-----	Banque centrale	0,0	112 629,0	-112 629,0	0,0	242 834,3	-242 834,3
3.4.3.1.1	34300z_4_N_CB_AL_E	-----	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	112 629,0	-112 629,0	0,0	242 834,3	-242 834,3
3.4.3.1.2	343000_4_N_CB_ST_E	-----	Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.3	343000_4_N_CB_LT_E	-----	Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9	343000_4_N_MA_AL_E	-----	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.1	34300z_4_N_MA_AL_E	-----	Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.2	343000_4_N_MA_ST_E	-----	Autres prêts à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.1.9.3	343000_4_N_MA_LT_E	-----	Autres prêts à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.2	343000_4_N_DT_AL_E	-----	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-23 268,0	13 637,0	-36 905,0	95 831,0	-27 623,0	123 454,0
3.4.3.2.1	343000_4_N_DT_ST_E	-----	À court terme	-31 875,0	-2 448,0	-29 427,0	75 729,0	-17 111,0	92 840,0
3.4.3.2.2	343000_4_N_DT_LT_E	-----	À long terme	8 607,0	16 085,0	-7 478,0	20 102,0	-10 512,0	30 614,0
3.4.3.3	343000_4_N_GG_AL_E	-----	Administrations publiques	0,0	474 181,7	-474 181,7	0,0	498 920,0	-498 920,0
3.4.3.3.1	34300z_4_N_GG_AL_E	-----	Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.2	343000_4_N_GG_ST_E	-----	Autres à court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.3.3.3	343000_4_N_GG_LT_E	-----	Autres à long terme	0,0	474 181,7	-474 181,7	0,0	498 920,0	-498 920,0
3.4.3.4	343000_4_N_OS_AL_E	-----	Autres secteurs	62 455,8	4 337,3	58 118,5	60 842,7	303 530,7	-242 688,0
3.4.3.4.0.1	343000_4_N_OS_ST_E	-----	À court terme	12 035,5	1 809,6	10 225,9	10 731,2	50 820,1	-40 088,9
3.4.3.4.0.2	343000_4_N_OS_LT_E	-----	À long terme	50 420,3	2 527,7	47 892,6	50 111,5	252 710,6	-202 599,1
3.4.3.4.1	343000_4_N_FC_AL_E	-----	Autres sociétés financières	35 727,6	2 620,5	33 107,1	34 464,2	2 889,8	31 774,4
3.4.3.4.1.1	343000_4_N_FC_ST_E	-----	À court terme	512,3	605,1	-92,8	405,6	584,5	-178,9
3.4.3.4.1.2	343000_4_N_FC_LT_E	-----	À long terme	35 215,3	2 015,4	33 199,9	34 058,6	2 105,3	31 953,3
3.4.3.4.2	343000_4_N_NC_AL_E	-----	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	26 728,2	1 716,8	25 011,4	26 378,5	300 840,9	-274 462,4
3.4.3.4.2.1	343000_4_N_NC_ST_E	-----	À court terme	11 523,2	1 204,5	10 318,7	10 325,6	50 235,6	-39 910,0
3.4.3.4.2.2	343000_4_N_NC_LT_E	-----	À long terme	15 205,0	512,3	14 692,7	16 052,9	250 605,3	-234 552,4
3.4.4	344000_4_N_AL_AL_E	----	Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.1	344000_4_N_CB_AL_E	-----	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.1.9	344000_4_N_MA_AL_E	-----	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.2	344000_4_N_DT_AL_E	-----	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.3	344000_4_N_GG_AL_E	-----	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4	344000_4_N_OS_AL_E	-----	Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4.1	344000_4_N_FC_AL_E	-----	Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.4.2	344000_4_N_NC_AL_E	-----	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.1	344100_4_N_AL_AL_E	-----	Réserves techniques d'assurance hors assurance vie	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.2	344200_4_N_AL_AL_E	-----	Droits à assurance vie et à annuités	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.3	344300_4_N_AL_AL_E	-----	Droits à pension	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.4	344400_4_N_AL_AL_E	-----	Créances des fonds de pension sur les sponsors	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.5	344500_4_N_AL_AL_E	-----	Droits à prestations autres que des pensions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.4.0.6	344600_4_N_AL_AL_E	-----	Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5	345000_4_N_AL_AL_E	----	Crédits commerciaux et avances	198 258,1	31 336,2	166 921,9	7 258,1	218 336,2	-211 078,1
3.4.5.1	345000_4_N_CB_AL_E	-----	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.1	345000_4_N_CB_ST_E	-----	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.2	345000_4_N_CB_LT_E	-----	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9	345000_4_N_MA_AL_E	-----	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.1	345000_4_N_MA_ST_E	-----	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.1.9.2	345000_4_N_MA_LT_E	-----	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2	345000_4_N_DT_AL_E	-----	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.1	345000_4_N_DT_ST_E	-----	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.2.2	345000_4_N_DT_LT_E	-----	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3	345000_4_N_GG_AL_E	-----	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.3.1	345000_4_N_GG_ST_E	-----	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

		2021			2022		
Code SDMX	Libellé poste	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde	Crédit / Acq. nettes d'actifs	Débit / Acc. nets de passifs	Solde
3.4.5.3.2	345000_4_N_GG_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4	345000_4_N_OS_AL_E	198 258,1	31 336,2	166 921,9	7 258,1	218 336,2	-211 078,1
3.4.5.4.0.1	345000_4_N_OS_ST_E	157 234,3	16 132,3	141 102,0	3 234,3	100 132,3	-96 898,0
3.4.5.4.0.2	345000_4_N_OS_LT_E	41 023,8	15 203,9	25 819,9	4 023,8	118 203,9	-114 180,1
3.4.5.4.1	345000_4_N_FC_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.1.1	345000_4_N_FC_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.1.2	345000_4_N_FC_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.5.4.2	345000_4_N_NC_AL_E	198 258,1	31 336,2	166 921,9	7 258,1	218 336,2	-211 078,1
3.4.5.4.2.1	345000_4_N_NC_ST_E	157 234,3	16 132,3	141 102,0	3 234,3	100 132,3	-96 898,0
3.4.5.4.2.2	345000_4_N_NC_LT_E	41 023,8	15 203,9	25 819,9	4 023,8	118 203,9	-114 180,1
3.4.6	346000_4_N_AL_AL_E	145 849,9	208 966,0	-63 116,1	-76 192,8	26 208,0	-102 400,8
3.4.6.1	346000_4_N_CB_AL_E	0,0	233 730,0	-233 730,0	0,0	-68 107,9	68 107,9
3.4.6.1.1	346000_4_N_CB_ST_E	0,0	233 730,0	-233 730,0	0,0	-68 107,9	68 107,9
3.4.6.1.2	346000_4_N_CB_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9	346000_4_N_MA_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.1	346000_4_N_MA_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.1.9.2	346000_4_N_MA_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.2	346000_4_N_DT_AL_E	1 391,0	-2 486,0	3 877,0	-757,0	2 200,0	-2 957,0
3.4.6.2.1	346000_4_N_DT_ST_E	1 391,0	-2 486,0	3 877,0	-757,0	2 200,0	-2 957,0
3.4.6.2.2	346000_4_N_DT_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3	346000_4_N_GG_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.1	346000_4_N_GG_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.3.2	346000_4_N_GG_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.4.6.4	346000_4_N_OS_AL_E	144 458,9	-22 278,0	166 736,9	-75 435,8	92 115,9	-167 551,7
3.4.6.4.0.1	346000_4_N_OS_ST_E	81 127,8	-21 231,0	102 358,8	-21 188,9	39 606,8	-60 795,7
3.4.6.4.0.2	346000_4_N_OS_LT_E	63 331,1	-1 047,0	64 378,1	-54 246,9	52 509,1	-106 756,0
3.4.6.4.1	346000_4_N_FC_AL_E	51 050,7	-32 599,6	83 650,3	-19 971,4	-6 120,6	-13 850,8
3.4.6.4.1.1	346000_4_N_FC_ST_E	15 025,3	-25 547,3	40 572,6	15 513,6	-5 415,3	20 929,0
3.4.6.4.1.2	346000_4_N_FC_LT_E	36 025,4	-7 052,3	43 077,7	-35 485,0	-705,3	-34 779,7
3.4.6.4.2	346000_4_N_NC_AL_E	93 408,2	10 321,6	83 086,6	-55 464,4	98 236,5	-153 700,9
3.4.6.4.2.1	346000_4_N_NC_ST_E	66 102,5	4 316,3	61 786,2	-36 702,5	45 022,1	-81 724,6
3.4.6.4.2.2	346000_4_N_NC_LT_E	27 305,7	6 005,3	21 300,4	-18 761,9	53 214,4	-71 976,3
3.4.7	347000_4_N_AL_AL_E	0,0	240 852,0	-240 852,0	0,0	0,0	0,0
3.5	350000_4_N_AL_AL_E	768 013,0	0,0	768 013,0	-48 431,0	0,0	-48 431,0
3.5.1	351000_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.1.1	351100_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.1.2	351200_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.2	352000_4_N_AL_AL_E	338 957,0	0,0	338 957,0	-378 017,5	0,0	-375 083,4
3.5.3	353000_4_N_AL_AL_E	52 154,0	0,0	52 154,0	-25 029,9	0,0	-29 761,3
3.5.4	354000_4_N_AL_AL_E	376 902,0	0,0	376 902,0	354 616,3	0,0	354 616,3
3.5.4.1	354100_4_N_AL_AL_E	376 902,0	0,0	376 902,0	354 616,3	0,0	354 616,3
3.5.4.1.1	354110_4_N_AL_AL_E	44,0	0,0	44,0	-1 080,6	0,0	-1 080,6
3.5.4.1.2	354120_4_N_AL_AL_E	376 858,0	0,0	376 858,0	355 697,0	0,0	355 697,0
3.5.4.2	354200_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1	354210_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.1	354210_4_N_AL_ST_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.1.2	354210_4_N_AL_LT_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4.2.2	354220_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4.3	354300_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3.5.4.4	354400_4_N_AL_AL_E	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6,0	400000_5_N_AL_AL_E	-4 405 303,7	-4 411 735,9	6 432,2	-6 524 906,8	-6 532 326,2	7 419,4

Position Extérieure Globale
Fréquence : Annuelle
Année : 2022

Code SDMX	Libellé poste	AVOIR - Stocks début de période	AVOIR - Autre flux	AVOIR - Stocks fin de période	AVOIR - Flux net	ENG - Stocks début de période	ENG - Autre flux	ENG - Stocks fin de période	ENG - Flux net
300000_4_N_AL_AL_E	Position extérieure global nette	7 616 437,1	-1 797,3	8 130 734,3	516 094,6	18 177 749,3	1 091,8	22 019 990,1	3 841 149,0
310000_4_N_AL_AL_E	Investissement direct	527 508,9	0,0	569 193,0	41 684,1	5 624 688,6	0,0	7 425 741,3	1 801 052,7
311000_4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	433 894,9	0,0	467 683,0	33 788,1	2 493 196,3	0,0	2 526 984,4	33 788,1
311100_4_N_AL_AL_E	Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	430 674,9	0,0	461 241,3	30 566,4	2 451 942,0	0,0	2 651 783,7	199 841,7
311110_4_N_AL_AL_E	Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	384 579,9	0,0	411 078,8	26 498,9	2 427 450,0	0,0	2 625 688,7	198 238,7
311120_4_N_AL_AL_E	Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	14 731,0	0,0	16 706,5	1 975,5	6 600,0	0,0	6 986,0	386,0
311130_4_N_AL_AL_E	Entre entreprises soeurs	31 364,0	0,0	33 456,0	2 092,0	17 892,0	0,0	19 109,0	1 217,0
311131_4_N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
311132_4_N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
311133_4_N_AL_AL_E	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
312000_4_N_AL_AL_E	Instruments de dette	93 614,0	0,0	103 120,8	9 506,8	3 131 492,3	0,0	4 691 449,0	1 559 956,7
312100_4_N_AL_AL_E	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	63 743,0	0,0	70 206,7	6 463,7	2 892 546,3	0,0	4 441 863,9	1 549 317,6
312200_4_N_AL_AL_E	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	12 413,0	0,0	14 399,9	1 986,9	186 912,0	0,0	196 225,8	9 313,8
312300_4_N_AL_AL_E	Entre entreprises soeurs	17 458,0	0,0	18 514,3	1 056,3	52 034,0	0,0	53 359,3	1 325,3
312310_4_N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
312320_4_N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
312330_4_N_AL_AL_E	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31200z_4_N_AL_AL_E	Titres de créance :	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31201z_4_N_AL_AL_E	Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31202z_4_N_AL_AL_E	Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31203z_4_N_AL_AL_E	Entre entreprises soeurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31213z_4_N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31223z_4_N_AL_AL_E	si le contrôle ultime est détenu par un non-résident	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
31233z_4_N_AL_AL_E	si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
320000_4_N_AL_AL_E	Investissements de portefeuille	1 430 002,7	0,0	1 699 077,5	269 074,8	3 985 019,1	0,0	4 530 695,0	545 675,9
321000_4_N_AL_AL_E	Titres de participation et parts de fonds de placement	39 663,1	0,0	43 092,1	3 429,0	106 850,1	0,0	116 532,6	9 682,5
321000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	23 704,1	0,0	25 264,1	1 560,0	17 258,0	0,0	17 258,0	0,0
321000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	15 959,0	0,0	17 828,0	1 869,0	89 592,1	0,0	99 274,6	9 682,5
321000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	4 132,7	0,0	4 605,4	472,7	7 118,5	0,0	7 690,0	571,5
321000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	11 826,3	0,0	13 222,6	1 396,3	82 473,6	0,0	91 584,7	9 111,1
321100_4_N_AL_AL_E	Titres de participation autres que parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321110_4_N_AL_AL_E	Cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321120_4_N_AL_AL_E	Non cotés en bourse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
321200_4_N_AL_AL_E	Actions/Parts de fonds de placement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
32120z_4_N_AL_AL_E	Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_AL_AL_E	Titres de créance :	1 390 339,6	0,0	1 655 985,4	265 645,8	3 878 169,0	0,0	4 414 162,4	535 993,4
322000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_CB_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_MA_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
322000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	1 242 720,0	0,0	1 493 205,0	250 485,0	227 181,0	0,0	227 181,0	0,0
322000_4_N_DT_ST_E	À court terme	271 255,0	0,0	271 255,0	0,0	138 388,0	0,0	138 388,0	0,0
322000_4_N_DT_LT_E	À long terme	971 465,0	0,0	1 221 950,0	250 485,0	88 793,0	0,0	88 793,0	0,0
322000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	3 417 378,0	0,0	3 691 158,0	273 780,0
322000_4_N_GG_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	71 793,0	0,0	134 743,0	62 950,0
322000_4_N_GG_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	3 345 585,0	0,0	3 556 415,0	210 830,0
322000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	147 619,6	0,0	162 780,4	15 160,8	233 610,0	0,0	495 823,4	262 213,4
322000_4_N_OS_ST_E	À court terme	65 368,7	0,0	72 015,3	6 646,6	40 990,5	0,0	41 393,0	402,5
322000_4_N_OS_LT_E	À long terme	82 250,9	0,0	90 765,1	8 514,2	192 619,5	0,0	454 430,4	261 810,9
322000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	55 718,5	0,0	64 854,0	9 135,5	7 195,0	0,0	7 903,1	708,1
322000_4_N_FC_ST_E	À court terme	4 180,6	0,0	4 801,9	621,3	4 854,5	0,0	5 257,0	402,5
322000_4_N_FC_LT_E	À long terme	51 537,9	0,0	60 052,1	8 514,2	2 340,5	0,0	2 646,1	305,6
322000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	91 901,1	0,0	97 926,4	6 025,3	226 415,0	0,0	487 920,3	261 505,3
322000_4_N_NC_ST_E	À court terme	61 188,1	0,0	67 213,4	6 025,3	36 136,0	0,0	36 136,0	0,0
322000_4_N_NC_LT_E	À long terme	30 713,0	0,0	30 713,0	0,0	190 279,0	0,0	451 784,3	261 505,3
330000_4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
330000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
331000_4_N_AL_AL_E	Dérivés financiers (autres que réserves)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
331100_4_N_AL_AL_E	Options	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
331200_4_N_AL_AL_E	Contrats à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
332000_4_N_AL_AL_E	Options sur titres des employés	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
340000_4_N_AL_AL_E	Autres investissements	3 199 643,7	0,0	3 453 410,4	253 766,7	8 568 041,6	1 091,8	10 063 553,7	1 494 420,3
341000_4_N_AL_AL_E	Autres titres de participation	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_AL_AL_E	Monnaie fiduciaire et dépôts	390 557,9	0,0	565 585,6	175 027,7	538 679,0	0,0	758 010,5	219 331,5
342000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	26 934,5	0,0	43 506,1	16 571,5
342000_4_N_CB_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	26 934,5	0,0	43 506,1	16 571,5
342000_4_N_CB_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_AL_E	Autorités monétaires (le cas échéant)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_ST_E	À court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_MA_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_AL_E	Établissements de dépôts autres que la banque centrale	97 119,0	0,0	112 475,0	15 356,0	511 744,5	0,0	714 504,5	202 760,0
34200z_4_N_DT_AL_E	Dont : positions interbancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_DT_ST_E	À court terme	97 119,0	0,0	112 122,0	15 003,0	495 737,5	0,0	697 407,5	201 670,0
342000_4_N_DT_LT_E	À long terme	0,0	0,0	353,0	353,0	16 007,0	0,0	17 097,0	1 090,0
342000_4_N_GG_AL_E	Administrations publiques	23 445,3	0,0	24 969,6	1 524,3	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_ST_E	À court terme	23 445,3	0,0	24 969,6	1 524,3	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_GG_LT_E	À long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_AL_E	Autres secteurs	269 993,6	0,0	428 141,0	158 147,4	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_ST_E	À court terme	214 037,7	0,0	367 672,5	153 634,8	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_OS_LT_E	À long terme	55 955,9	0,0	60 468,5	4 512,6	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_FC_AL_E	Autres sociétés financières	38 527,3	0,0	40 129,6	1 602,3	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_FC_ST_E	À court terme	14 190,3	0,0	15 792,6	1 602,3	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_FC_LT_E	À long terme	24 337,0	0,0	24 337,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_NC_AL_E	Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	231 466,3	0,0	388 011,4	156 545,1	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_NC_ST_E	À court terme	199 847,4	0,0	351 879,9	152 032,5	0,0	0,0	0,0	0,0
342000_4_N_NC_LT_E	À long terme	31 618,9	0,0	36 131,5	4 512,6	0,0	0,0	0,0	0,0
343000_4_N_AL_AL_E	Prêts	711 954,8	0,0	868 628,5	156 673,7	7 087 633,0	1 091,8	8 106 386,7	1 017 662,0
343000_4_N_CB_AL_E	Banque centrale	0,0	0,0	0,0	0,0	372 248,4	1 091,8	616 174,4	



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Avenue Abdoulaye Fadiga
BP 3108 - Dakar - Sénégal
www.bceao.int